

**RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO**  
**MINISTÈRE DU BUDGET**



**Document n° 2**

**EXPOSÉ GÉNÉRAL DU PROJET  
DE LOI DE FINANCES  
DE L'EXERCICE 2015**

**Kinshasa, Septembre 2014**

## **SOMMAIRE**

|   |           |
|---|-----------|
| <b>INTRODUCTION .....</b>   | <b>1</b>  |
| <b>I. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL EN 2014 ET<br/>PERSPECTIVES EN 2015.....</b> | <b>3</b>  |
| 1.1. Environnement économique international en 2014.....                                  | 3         |
| 1.2. Perspectives économiques mondiales en 2015.....                                      | 6         |
| <b>II. SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE NATIONALE EN 2014.....</b>                      | <b>8</b>  |
| 2.1. Secteur Réel.....  | 8         |
| 2.2. Secteur extérieur .....  | 11        |
| 2.3. Secteur monétaire .....  | 12        |
| 2.4. Secteur des finances publiques.....  | 13        |
| 2.4.1. Réalisation des recettes à fin juin 2014.....                                      | 13        |
| 2.4.2. Réalisations probables des recettes à fin décembre 2014.....                       | 14        |
| 2.4.3. Exécution des dépenses à fin juin 2014.....  | 15        |
| 2.4.4. Exécution probable des dépenses à fin décembre 2014.....                           | 16        |
| <b>III. PRESENTATION DU PROJET DE LOI DE FINANCES 2015 .....</b>                          | <b>17</b> |
| 3.1. Contexte socio-politique .....   | 17        |
| 3.2. Cadrage macroéconomique .....  | 19        |
| 3.3. Configuration de la loi de finances de l'exercice 2015.....                          | 19        |
| 3.3.1. Analyse des recettes .....   | 19        |
| 3.3.2. Analyse des dépenses .....   | 23        |
| 3.4. Mise en œuvre du programme d'actions du Gouvernement.....                            | 29        |
| 3.5. Politiques publiques particulières en 2015.....                                      | 34        |
| 3.6. Nouvelles mesures à inscrire dans la loi de finances .....                           | 35        |
| 3.6.1. En matière des recettes .....  | 35        |
| 3.6.2. Mesures d'encadrement des dépenses.....  | 35        |
| <b>CONCLUSION.....</b>  | <b>36</b> |

## **LISTE DES ACRONYMES**

|       |   |
|-------|---|
| ACGT  | : Agence Congolaise des Grands Travaux  |
| AEP   | : Adduction d'Eau Potable   |
| AFD   | : Agence Française de Développement   |
| ANSER | : Agence Nationale de Services Energétiques   |
| ARPTC | : Autorité de Régulation des Postes et des Télécommunications                                   |
| AZES  | : Agence des Zones Economiques Spéciales  |
| BCECO | : Bureau Central de Coordination  |
| BEAU  | : Bureau d'Etude et d'Aménagement Urbain  |
| BPO   | : Budget pour ordre   |
| CATI  | : Centre d'Appui à la Technologie et à l'Information  |
| CBMT  | : Cadre Budgétaire à Moyen Terme  |
| C2D   | : Contrat Désengagement-Désendettement  |
| CDMT  | : Cadre des Dépenses à Moyen Terme  |
| CENI  | : Commission Electorale Nationale Indépendante  |
| CIPOR | : Cimenterie de la Province Orientale   |
| CPCC  | : Conseil Permanent de la Comptabilité au Congo   |
| CSC   | : Cahier Spécial de Charge  |
| DAO   | : Demande d'Appel d'Offre   |
| DGDA  | : Direction Générale des Douanes et Accises   |
| DGDP  | : Direction Générale de la Dette Publique   |
| DGI   | : Direction Générale des Impôts   |
| DGM   | : Direction Générale de Migrations  |
| DGRAD | : Direction Générale des Recettes Administratives, Judiciaires, Domaniales et de Participations |
| DPSB  | : Direction de la Préparation et du Suivi du Budget   |
| EPSP  | : Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnel  |
| ESURS | : Enseignement Supérieur Universitaire et Recherche Scientifique                                |
| ETD   | : Entité Territoriale Décentralisée   |
| FEC   | : Fédération des Entreprises du Congo   |
| FFN   | : Fonds Forestier National  |
| FONER | : Fonds National d'Entretien Routier  |
| FPC   | : Fonds de Promotion Culturel   |
| FPEN  | : Fonds pour la Promotion de l'Education Nationale  |
| FPI   | : Fonds de Promotion Industriel   |
| IBP   | : Impôt sur les bénéfices et profits  |
| IPR   | : Impôt Professionnel sur les Rémunérations   |

|          |   |
|----------|---|
| LOB      | : Lettre d'Orientation Budgétaire   |
| LOFIP    | : Loi relative aux finances publiques   |
| ONG      | : Organisation Non Gouvernementale  |
| OPEC     | : Office des Petites et Moyennes Entreprises Congolaises                                    |
| PAG      | : Programme d'Actions du Gouvernement   |
| PAP      | : Programme d'Actions Prioritaires  |
| PBAG     | : Programmation Budgétaire des Actions du Gouvernement                                      |
| PIE      | : Plan Intérimaire pour l'Education   |
| PNDS     | : Programme National du Développement Sanitaire   |
| PNC      | : Police Nationale Congolaise   |
| PNIA     | : Plan National d'Investissement Agricole   |
| PPTE     | : Pays Pauvre Très Endetté  |
| PROMINES | : Projet Mines  |
| PT-NTIC  | : Poste, Télécommunications, Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication |
| RVA      | : Régies de Voies Aériennes   |
| SCTP     | : Société Congolaise des Transports et Ports  |
| SNCC     | : Société Nationale des Chemins de fer du Congo   |
| SOB      | : Séminaire d'Orientation Budgétaire  |

## INTRODUCTION

La Loi n° 11/011 du 13 juillet 2011 relative aux finances en son article 79, aligne l'exposé général parmi les documents qui accompagnent le projet de loi de finances au Parlement.

L'exposé général est un document qui fait la synthèse du budget, fixe les objectifs de la politique économique et financière du Gouvernement en précisant les priorités, décrit l'environnement économique international et national dans lequel il a été préparé, les perspectives futures traduites sous la forme d'un cadre budgétaire à moyen terme et le niveau d'exécution du budget en cours.

Ainsi, le présent document sera structuré de la manière suivante :

- l'environnement économique international en 2014 et les perspectives en 2015 ;
- la situation économique et financière nationale en 2014 ;
- la présentation du projet de loi de finances 2015 ;
- la conclusion.

Il convient d'indiquer, en matière des finances publiques, que le processus budgétaire de l'exercice 2015 a été aussi marqué par la poursuite de la mise en œuvre des innovations de la Loi relative aux finances publiques, notamment le renouvellement de la Lettre d'orientation budgétaire, document formulant les mesures d'encadrement de la politique budgétaire et devant servir de base à l'élaboration des budgets du pouvoir central, des provinces et des entités territoriales décentralisées, conformément aux dispositions des articles 13 et 76 de ladite loi.

De même, en prélude au débat d'orientation budgétaire devant se tenir au Parlement sur le cadre budgétaire à moyen terme avant le vote du budget du pouvoir central, le Gouvernement a tenu des discussions budgétaires avec les différents acteurs impliqués dans le processus, à savoir les ministères sectoriels, la société civile, syndicats du secteur public et structures non étatiques compris, les membres des Commissions économiques et financières des deux chambres du Parlement ainsi que les partenaires au développement.

De manière particulière en 2015, une place de choix a été accordée aux ministères pro-pauvres traditionnels, aux ministères à lois de programmation et à grandes réformes ainsi qu'aux nouveaux secteurs devant jouer un rôle de premier plan dans la promotion de la croissance.

Ces discussions combien transparentes et participatives ont permis d'enrichir les politiques publiques contenues dans la PBAG 2015 – 2017.

Ces deux actions ont permis d'actualiser l'état des lieux sur l'évolution de la transparence des finances publiques et de la participation en RDC transmis à l'Initiative Africaine Concertée sur la Réforme Budgétaire (CABRI) et au Partenariat Budgétaire International (IBP) qui viennent d'atteindre la phase de clôture de leur projet conjoint sur la transparence et la participation. Cet état des lieux renseigne des avancées significatives sur l'implication de la société civile dans le processus budgétaire et sur la publication des documents budgétaires clés et ce, depuis l'évaluation effectuée à Kinshasa par ces deux plateformes en août 2013 et l'atelier de mi-parcours sur la transparence et la participation tenu à Pretoria en février 2014. Ces avancées devraient significativement contribuer à l'amélioration de l'indice du budget ouvert du pays.

Par ailleurs, dans la perspective de la consolidation budgétaire prévue par la Constitution et la Loi relative aux finances publiques, un premier exercice de consolidation a été réalisé suivant les étapes ci-après :

- la consultation des membres des commissions économiques et financières des deux Chambres du Parlement ainsi que des ministres provinciaux en charge du budget afin de requérir leurs avis et considérations mais aussi, pour leur appropriation ;
- l'assistance technique du Département des Finances Publiques du FMI pour assurer un meilleur accompagnement technique du processus ;
- la formation des acteurs au niveau du pouvoir central sur le contenu et la méthodologie d'élaboration d'une loi de consolidation ainsi que sur la présentation des maquettes d'intégration et de consolidation budgétaire ;
- l'organisation des missions de collecte des données en provinces et d'assistance technique des acteurs provinciaux impliqués et, par ricochet, la communication de cette exigence.

## I. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL EN 2014 ET PERSPECTIVES EN 2015

### 1.1. Environnement économique international en 2014

Selon les estimations du Fonds Monétaire International du mois de juillet 2014, l'économie mondiale de l'année 2014 va s'achever avec un taux de croissance qui atteindrait **3,4%** contre **3,2 %** en 2013. Pour les pays avancés, le FMI table sur une croissance de **1,8%** en 2014 contre **1,3%** en 2013, soit une augmentation de **0,5%** point de pourcentage. L'accélération du rythme de la croissance des pays à revenu élevé donnera une forte impulsion aux pays en développement.

La demande mondiale des pays à revenu élevé devra accroître de **6.300 milliards de USD** pour les trois prochaines années contre **2.400 milliards de USD** effectués pour les trois dernières années, soit une injection supplémentaire de **3.900 milliards de USD**. Cette accélération est expliquée par la réduction du durcissement de la politique budgétaire au niveau des pays développés, demandant ainsi la poursuite d'une politique monétaire très accommodante.

Les Etats-Unis et le Royaume-Uni seront en tête avec une croissance économique qui atteindra respectivement **1,7%** et **3,2%** à fin 2014 contre **1,9%** pour le premier et **1,7%** pour le second en 2013.

Les pays émergents et les pays en développement d'Asie connaîtront une croissance qui devrait augmenter de **6,4%** en 2014 à **6,6%** en 2013, soit environ **0,2%** de régression. Cette croissance sera portée par l'affermissement de la demande extérieure des pays avancés, mais le durcissement de conditions financières pèsera sur la croissance de la demande intérieure.

En Chine, la croissance avoisinerait **7,4%** en 2014, malgré les décisions des autorités visant à freiner le crédit et à faire avancer les réformes tout en assurant une transition graduelle, en vue de sauvegarder une trajectoire de croissance plus équilibrée et durable. Cette région ne s'est toujours pas remise complètement des séquelles de la crise financière d'autant plus que des risques géopolitiques et des rigidités structurelles continuent de faire obstacle à la croissance.

C'est la région Europe et Asie centrale qui a été la plus durement touchée par la crise mondiale de 2008 à 2009 qui s'est traduite par une contraction de plus de 4% en 2009 et c'est aussi celle dont la reprise a été la plus lente.

L'Inde à son tour connaîtra une croissance de **5,4%** en 2014, soit environ 0,4% d'augmentation par rapport à l'année 2013. Cette croissance reflète l'indice d'une accélération de l'activité de la troisième économie asiatique après un long ralentissement, selon les économistes.

Tableau n°1: Evolution de la croissance économique mondiale de 2012 à 2014.

| Production mondiale   | 2012       | 2013       | 2014       |
|---|------------|------------|------------|
| <b>Pays avancés</b>   | <b>3,5</b> | <b>3,2</b> | <b>3,4</b> |
| • Etats-Unis  | 2,8        | 1,9        | 1,7        |
| • Zone euro   | -0,7       | -0,4       | 1,1        |
| - Allemagne   | 0,9        | 0,5        | 1,9        |
| - France  | 0,3        | 0,3        | 0,7        |
| - Italie  | -2,4       | -1,9       | 0,3        |
| - Espagne   | -1,6       | -1,2       | 1,2        |
| • Japon   | 1,4        | 1,5        | 1,6        |
| • Royaume-Uni   | 0,3        | 1,7        | 3,2        |
| • Autres pays avancés   | 2,0        | 2,3        | 3,0        |
| <b>Pays émergents et en développement</b>                                       | <b>5,1</b> | <b>4,7</b> | <b>4,6</b> |
| • Communauté des Etats Indépendant  | 3,4        | 2,2        | 0,9        |
| • Russie  | 3,4        | 1,3        | 0,2        |
| <b>Pays émergents et en développement d'Asie</b>                                | <b>6,7</b> | <b>6,6</b> | <b>6,4</b> |
| • Chine   | 7,7        | 7,7        | 7,4        |
| • Inde  | 4,7        | 5,0        | 5,4        |
| <b>Pays émergents et en développement d'Europe, Amérique latine, et Caraïbe</b> | <b>1,4</b> | <b>2,8</b> | <b>2,8</b> |
| • Brésil  | 1,0        | 2,5        | 1,3        |
| • Mexique   | 4,0        | 1,1        | 2,4        |
| <b>Pays Moyen-Orient, Afrique du nord, Afghanistan et Pakistan</b>              | <b>4,9</b> | <b>2,5</b> | <b>3,1</b> |
| • Afrique subsaharienne   | 5,1        | 5,4        | 5,4        |
| • Afrique du sud  | 2,5        | 1,9        | 1,7        |

Source : FMI, Perspectives économiques mondiale, Juillet 2014, page 3.

De manière générale, les pays à faible revenu devront éviter une accumulation de la dette extérieure. Bon nombre de ces pays ont réussi à maintenir une croissance vigoureuse, en partie grâce à une meilleure politique macroéconomique. L'investissement direct étranger a commencé à ralentir du fait du recul des cours des produits de base. Les recettes budgétaires et les recettes en devises liées aux produits de base sont compromises. Il sera important d'ajuster la politique économique en temps opportun pour éviter une accumulation de la dette extérieure et de la dette publique.

En Afrique subsaharienne, la croissance économique demeure robuste et devrait s'accélérer normalement en 2014 jusqu'à atteindre environ **5,4%**. Les monnaies de quelques pays de la région se sont dépréciées considérablement, en même temps que les projets liés au secteur des produits de base en dehors de la région devraient contribuer à rehausser la croissance.

Tableau n°2 : Evolution de la Croissance du PIB réel de l'Afrique Subsaharienne de 2012 à 2014

| Pays   | 2012 | 2013 | 2014 |
|--|------|------|------|
| Pays exportateurs de Pétrole (hors Nigéria)                                      | 5,2  | 5,7  | 6,6  |
| Pays à revenu intermédiaire, (hors Afrique du Sud)                               | 3,4  | 2,7  | 3,0  |
| Pays à faible revenu et Etat fragiles (Pays à faible revenu hors Etats fragiles) | 6,5  | 6,6  | 6,9  |
| Etats fragiles   | 7,5  | 6,0  | 7,1  |
| Pays UEMOA   | 6,6  | 5,5  | 6,4  |
| Pays CEMAC   | 5,3  | 2,9  | 5,8  |
| Pays CEDEAO  | 6,8  | 6,1  | 6,7  |
| Pays SADEC   | 3,8  | 3,3  | 3,9  |
| Pays COMESA  | 5,8  | 6,6  | 6,5  |
| Afrique subsaharienne  | 5,2  | 4,7  | 5,4  |
| Pays échantillons  |      |      |      |
| • Nigéria  | 6,6  | 6,3  | 7,1  |
| • Afrique du Sud   | 2,5  | 1,9  | 2,3  |
| • RDC  | 7,2  | 8,5  | 8,7  |
| • KENYA  | 4,6  | 5,6  | 6,3  |
| • GHANA  | 7,9  | 5,4  | 4,8  |
| • GABON  | 5,5  | 5,9  | 5,7  |
| • ZAMBIE   | 7,2  | 6,0  | 7,3  |

Source : FMI, Perspectives économiques régionales, Avril 2014.

La région devrait donc continuer à afficher de très bons résultats économiques, comme pendant la période récente, en profitant du regain d'activités au niveau mondial engendré par l'amélioration des perspectives pour les pays avancés.

Ces projections reposent sur l'hypothèse que le ralentissement attendu de la croissance dans les pays émergents et le resserrement des conditions monétaires dans le monde n'auront qu'un effet limité sur la région. Dans ce cas, la croissance économique de nombreux pays de la région s'en ressentirait : le ralentissement de la croissance dans les pays émergents pèserait certainement sur la demande d'exportations et sur le prix des produits de base, tandis que le désordre provoqué sur les marchés par le retrait progressif des politiques monétaires non conventionnelles pourrait déclencher une forte hausse des coûts de financement.

Au-delà de ces influences externes latentes, d'autres risques d'origine plus locale menacent aussi les perspectives de croissance dans plusieurs pays de la région, où des dérives des déséquilibres budgétaires prononcés menacent de remettre en question les progrès réalisés ces dernières années au prix de tant d'efforts sur le plan macroéconomique et qui ont soutenu la croissance.

## 1.2. Perspectives économiques mondiales en 2015

Les perspectives de l'économie mondiale publiées par le FMI renseignent que la croissance mondiale devrait passer de **3,4%** en 2014 à **4,0%** en 2015. L'activité économique continuerait donc de progresser entre 2014 et 2015, principalement sous l'impulsion des pays avancés, dont la croissance devrait se situer aux environs de **2,3%**, soit une amélioration d'environ 1 point de pourcentage par rapport à 2013.

Dans les pays émergents et les pays en développement, la croissance devrait monter progressivement de **4,6%** en 2014 à **5,2%** en 2015, portée par l'affermissement de la demande extérieure des pays avancés. Cependant, le durcissement des conditions financières pourra peser sur la croissance de la demande intérieure. La reprise mondiale reste fragile en dépit d'une amélioration des perspectives, et il subsiste des risques de dégradation considérables.

Le rythme de l'inflation mondiale ne devrait pas dépasser la cible de **3,7%** en 2014 et **3,5%** en 2015. Dans les pays avancés, les risques liés à une inflation très faible attirent l'attention, surtout dans la zone euro où des écarts de production élevés ont contribué à une inflation basse. En moyenne annuelle, l'inflation dans les pays avancés se situerait aux alentours de **1,5%**.

Malgré la faiblesse de résultats obtenus au premier trimestre par les Etats-Unis, la situation se redresse dans les pays à revenu élevé qui devraient afficher un taux de croissance de **1,9%** en 2014 puis **2,4%** en 2015 et de **2,5%** en 2016. La zone euro est bien placée pour enregistrer une croissance de **1,1%** cette année, tandis que l'économie des Etats-Unis, qui s'est contractée au premier trimestre par suite de graves intempéries, devrait s'accroître de **2,1%** sur l'année.

Le rythme d'expansion d'économie mondiale devrait s'accélérer tout au long de 2014 pour atteindre **3,8%** contre son niveau de **3,1%** atteint en 2013, puis **3,4%** en 2015 et **3,5%** en 2016 d'après les perspectives économiques mondiales du FMI.

Au Japon, la relance budgétaire et l'assouplissement monétaire prévus par la nouvelle politique économique du Gouvernement, conjugués au relèvement de la taxe sur la consommation ont conduit à maintenir la croissance à **2%** en 2013 avant de retomber à **1,6%** en 2014. Elle continuerait à régresser en 2015, pour se situer à **1,1%** du fait du retrait programmé de la relance budgétaire.

Selon les projections de la Banque Mondiale, la Chine devrait afficher une croissance baissière, passant de **7,4%** en 2014 à **7,1%** en 2015, mais ce résultat dépendra du succès de ses efforts de rééquilibrage. Un atterrissage brutal de l'économie chinoise aurait des répercussions larges ressenties à l'échelle de l'Asie.

Les pays à revenu élevé contribueront d'environ la moitié de la croissance mondiale en 2015 et 2016 contre moins de **40%** en 2013.

Les perspectives de la croissance économique à moyen terme de l'Afrique subsaharienne restent favorables, les projections 2014-2016 laissent entrevoir une demande intérieure solide, avec un investissement robuste soutenant la croissance dans un grand nombre de pays à faible revenu. Selon les estimations du FMI, la croissance de l'Afrique subsaharienne devrait se maintenir à **5,4%** en 2014 et s'accélérer en 2015 pour se situer à **5,8%**, et à **5,1%** en 2016, grâce au raffermissement de la demande extérieure et aux investissements dans les ressources naturelles, l'infrastructure et la production agricole. Les pays riches en ressources naturelles comme la RDC profiteraient encore de la bonne tenue des cours mondiaux des matières premières.

A court terme, les perspectives devraient rester favorables. La croissance devrait s'accélérer pour s'établir autour de **5,5%** en 2014, grâce à l'amélioration des perspectives dans un grand nombre de pays, dont la plupart des pays exportateurs de pétrole et plusieurs pays à faible revenu et Etat fragile. Le niveau modéré des prix alimentaires et les politiques monétaires prudentes devraient concourir à de nouvelles baisses de l'inflation dans la plus grande partie de la région, de sorte que le solde budgétaire devrait s'améliorer dans plusieurs pays.

Cependant, le déficit extérieur courant moyen ne devrait pas diminuer, compte tenu des perspectives relativement peu favorables concernant les prix des produits de base et la demande d'importations émanant des pays émergents ainsi que du niveau obstinément élevé des importations liées à l'investissement direct étranger.

## II. SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE NATIONALE EN 2014

Les quatre dernières années (2010 à 2013) ont été marquées en République Démocratique du Congo par une croissance de rattrapage et le cadre macroéconomique est resté relativement stable en dépit des chocs endogènes et exogènes qui ont prévalu.

La période sous examen a été dominée par : (i) une croissance soutenue, (ii) une maîtrise de l'inflation et une faible appréciation de la monnaie nationale, (iii) une bonne tenue des finances publiques, (iv) un accroissement contrôlé de la masse monétaire et une réhabilitation du système bancaire, (v) une amélioration de la balance des paiements. Ces résultats sont les fruits de la bonne coordination des politiques macroéconomiques et de la poursuite des réformes structurelles.

Les différents points évoqués ci-haut sont perceptibles à travers le secteur réel, extérieur, monétaire et des finances publiques, quatre secteurs pivots de toute économie, qui donnent des indications précises sur le cas de la RDC.

### 2.1. Secteur Réel

#### 2.1.1. Croissance économique

La croissance économique de 2010 à 2013 a été en moyenne annuelle de **7,4%**. Cette croissance a été soutenue par le dynamisme des industries extractives, l'amélioration du secteur agricole, la bonne tenue du commerce, la relance de l'industrie agro-alimentaire et des travaux de construction. Ces branches ont respectivement, en point de croissance, affiché des taux moyens de l'ordre de **4,6%**, **0,7%**, **0,6%**, **0,5%** et **0,4%**.

Les industries extractives ont été le principal support de la croissance en RDC durant cette période. Le dynamisme affiché par cette branche est le fait de la nette amélioration des cours des matières premières à l'échelle mondiale. L'agriculture qui est le deuxième pilier, a connu une amélioration suite au lancement de la campagne agricole et aux réfections des routes des dessertes agricoles. Le troisième pilier de la croissance durant la période sous-examen est le commerce de gros et de détail. Son expansion s'explique par l'amélioration du climat des affaires et de la demande intérieure.

Cette évolution de la croissance résulte du regain d'activités affiché par les secteurs de : (i) mines, à travers l'évolution favorable des cours mondiaux et du volume de production, (ii) commerce de gros et détail sous l'effet du secteur minier, (iii) construction à la faveur de la poursuite des travaux de reconstruction en vue de la modernisation du pays, (iv) l'agriculture suite aux efforts consentis dans la relance de ce secteur par le Gouvernement à travers la réalisation des campagnes agricoles et la réunification routière.

Pour l'année 2014, le taux de croissance économique est estimé à **8,8%** contre des réalisations situées à **8,2%** à fin 2013.

Les prix des principaux produits intéressant l'économie congolaise pour les trois premiers trimestres de l'année 2014 ont connu des évolutions divergentes sur le marché international. Le cours de cuivre s'est négocié aux alentours de **USD 6.980** (-2,2%) la tonne et celui du cobalt à **USD 34.464** (+0,84 %) la tonne.

Pour ce qui est de l'or, l'onçe s'est négociée aux environs de **USD 1.311,53**. Le prix du baril poursuit un trend baissier depuis le mois de juillet 2014, le cours du baril s'est établi à **USD 104,72** pour le London Brent et **USD 97,45** pour le WTI (New York). L'évolution des PMF pour la période se sont situés en moyenne à **USD 1.171,24**, **USD 1.064,40**, **USD 994,15** respectivement pour l'essence, le Jet A1 et le Gasoil.

L'objectif de croissance économique en 2015 est fixé à **10,4%** contre **8,8%** estimé en 2014. La mise à jour effectuée sur base des réalisations de production, en août 2014 situe cette croissance à **8,0%**, soit une révision à la hausse de **0,2** point par rapport aux estimations de **7,8%** à fin juillet 2013. Rapproché à la moyenne projetée pour l'Afrique, ce taux demeure supérieur de **3,1** points de pourcentage, résultant des richesses provenant du dynamisme des secteurs de l'agriculture, de l'énergie électrique, des mines, des hydrocarbures et gaz naturel, des télécommunications et nouvelles technologies de l'information et de la communication, de la forêt, environnement et tourisme ainsi que des infrastructures de base en cours de reconstruction et de modernisation.

### **2.1.2. Evolution des prix intérieurs**

La mise en œuvre d'une politique monétaire prudente a permis de garder sous contrôle l'inflation au cours de la période sous-analyse. L'inflation a atteint un taux moyen annuel de **7,3%** de 2010 à 2013, consécutivement au comportement des prix des produits alimentaires, des boissons non alcoolisées, du logement, de l'énergie : eau, gaz, électricité et autres combustibles.

Le rythme des formations des prix de 2010 à 2013 a été maîtrisée par l'autorité monétaire afin de créer dans la durée les conditions favorables à la croissance économique. Ainsi, en 2013, l'inflation s'est située à **1,07%** contre un objectif de **4%**. Sous l'impulsion du Gouvernement, la Banque Centrale du Congo a stabilisé de manière remarquable l'évolution de la monnaie nationale. De 2010 à 2013, le taux de change fin période est passé de **915,1** à **925,5 FC / USD** sur le marché officiel, soit une dépréciation monétaire de **1,1%**. En moyenne annuelle, le taux de dépréciation s'est situé autour de **0,6%**, attestant ainsi la bonne tenue du franc congolais vis-à-vis des devises étrangères, particulièrement du dollar américain.

Pour l'année 2014, en République Démocratique du Congo, le rythme de formation des prix intérieurs poursuit sa stabilité tant au niveau national qu'à Kinshasa. Au premier semestre 2014, l'inflation est restée sous contrôle pour se situer à **0,7% à fin juin 2014**, soit **1,4%** en glissement annuel contre un objectif de **3,7%** à fin 2014. Pour cette période, le cumul annuel d'inflation est tablé à **0,788%**.

Les projections annualisées se situent à **1,284%** au niveau national. En glissement annuel, l'inflation est de **1,321%**, dégageant ainsi une marge d'inflation de **65,5%** par rapport à l'objectif à fin 2014.

Tableau n°3 : variation en pourcentage, en fin période de l'inflation de l'Afrique Subsaharienne de 2012 à 2015.

|                             | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 |
|-----------------------------|------|------|------|------|
| Pays exportateur de pétrole | 9,9  | 6,4  | 6,5  | 6,2  |
| Pays à revenu intermédiaire | 6,0  | 6,0  | 6,6  | 5,8  |
| Pays à faible revenu        | 8,5  | 5,8  | 6,1  | 5,5  |
| Etats fragiles              | 4,7  | 2,6  | 3,2  | 4,1  |
| Afrique subsaharienne       | 7,7  | 5,9  | 6,2  | 5,8  |
| Monde                       | 3,8  | 3,3  | 3,7  | 3,5  |

Source : Fonds Monétaire International, perspectives économiques, avril 2014

Les principaux indicateurs macroéconomiques 2014-2017 fixent les objectifs du taux d'inflation moyen à **3,6%** en 2015, **3,4%** en 2016 et **3,1%** en 2017. Tandis que pour le taux d'inflation fin période, les objectifs pour les années 2015, 2016 et 2017 ont été fixés respectivement à **3,5%**, **3,2%**, **3,0%**.

Ce niveau de taux d'inflation fin période fixé pour l'exercice 2015, reste en dessous de celui de l'Afrique subsaharienne qui est projeté à **5,8%** et à celui des pays fragiles qui donne une moyenne de **4,1%** en 2015, tout en se situant au même niveau que l'inflation projetée pour le monde à **3,5%** à fin 2015.

## 2.2. Secteur extérieur

Sur la période 2010-2013, la balance de paiements a accusé un déficit moyen représentant plus ou moins **0,8%** du PIB. Ce déficit est dû essentiellement au comportement du compte courant qui a été négativement impacté par les déficits de la balance des services (-8,4% du PIB en moyenne annuelle) et de la balance des revenus (-5,5% du PIB en moyenne annuelle), qui n'ont pu être absorbés par les excédents enregistrés au niveau de la balance commerciale (1,3% du PIB en moyenne annuelle) et du compte capital et financier (5,6% du PIB en moyenne annuelle).

Au cours de quatre dernières années, l'évolution favorable de la balance commerciale est attribuable principalement au bon comportement des exportations du cuivre et du cobalt. Ces deux produits ont représenté plus de 50% des exportations totales réalisées au cours de cette période. Cette situation a été également induite par le maintien des cours à un niveau relativement élevé suite à la demande toujours soutenue des pays émergents. Quant aux importations, leurs ventilations au cours de la période sous revue, bien qu'agrégée, permet d'observer le niveau important des approvisionnements en bien d'équipements.

A fin juin 2014, le taux de change est passé de **917,49 FC/USD** à **921,1 FC/USD** à l'indicatif et de **925,0 FC/USD** à **931,25 FC/USD** au parallèle. L'évaluation de la première semaine du mois d'août situe le taux de change indicatif à **926,96 FC** le dollar tandis que le taux parallèle s'est situé à **931,5 FC** le dollar contre **931,00 FC**, soit des appréciations respectives de 0,3% et 0,05%.

Au terme du premier semestre 2014, les réserves de change ont connu un accroissement de **13 millions USD**, situant l'encours des réserves de **1.739,7 millions de USD**, soit **8,31** semaines d'importations des biens et services sur ressources propres.

L'exécution du budget en devises, à la première semaine du mois d'août 2014, renseigne un excédent mensuel de **29,83 millions de USD** et une accumulation annuelle de devises de **61,35 millions de USD**, induisant un stock de réserves de change de **1.787,36 millions de USD**. Ce niveau représente 8,6 semaines d'importations des biens et services sur ressources propres.

### 2.3. Secteur monétaire

La situation monétaire intégrée a été marquée entre 2010 et 2013, par un ralentissement du rythme d'expansion de la masse monétaire. Cette évolution s'explique par la nécessité pour la Banque Centrale du Congo de contenir les pressions inflationnistes et de stabiliser durablement le taux de change. L'ensemble des moyens de paiement s'est modérément accru de **18,1%** en 2013 contre une forte expansion de **30,8%** en 2010. Ce ralentissement constaté en 2013 a été remarquable pour le stock monétaire (**20,1%** d'augmentation en 2013 contre **47,2%** en 2010).

Pour ce qui est des avoirs extérieurs nets, ils ont connu une augmentation sensible de 2010 à 2013 passant de **907,6 milliards de FC** à **1457,8 milliards de FC**, soit un accroissement de **61%**. La forte contraction des avoirs extérieurs nets constatés en 2011, soit une diminution de **8%**, est attribuable aux importants paiements de l'Etat en devises dans le cadre de l'organisation des élections présidentielles et parlementaires. En 2012, la croissance constatée est attribuable aussi bien à la Banque Centrale qu'aux banques créatrices de monnaie dont les avoirs extérieurs nets, pris globalement, se sont établis à **1389,1 milliards de FC** contre **834,9 milliards de FC** en 2011, soit un accroissement de **66,4%**.

Pour la période 2014-2017, la politique de change poursuivra deux objectifs principaux, à savoir le lissage du taux de change et l'amélioration du niveau des réserves internationales pour tendre vers 6 mois d'importation en 2018, conformément aux critères de convergence de la SADC.

A fin juin 2014, les transactions sur le marché interbancaire se sont situées à 1,7% en moyenne contre **2,5%** à la période correspondante de 2013. Le coût moyen des ressources levées auprès de la BCC a été de **3,0%** sur les facilités est **0,2%** sur les prêts à court terme contre **7,0%** et **5%** en 2013.

Au cours de la même période, l'encours des bons BCC, a connu une décreue, en injectant **11, 5 milliards de FC** au mois de juin et près de **75 milliards de FC** pour le semestre.

Au début du mois d'août, l'offre de monnaie centrale s'est contractée de **82,15 milliards de FC**, se situant à **943,65 milliards de FC** contre **1.025,80 milliards de FC** enregistrés au mois de septembre. Ce recul est localisé principalement au niveau des dépôts des banques qui ont diminué de **80,05 milliards de FC**.

Dans le souci de maintenir la stabilité macroéconomique et d'améliorer le financement des activités, la BCC a décidé d'alléger les contraintes sur le dépôt en monnaie nationale en révisant le coefficient de la réserve obligatoire qui passe de **3,0%** à **0,0%** pour les dépôts à terme et **7%** à **5%** pour les dépôts à vue. Quant aux dépôts en monnaie étrangère le coefficient de réserve obligatoire ont été maintenu pour le dépôt à vue et à terme respectivement à **8%** et **7%**. Tandis que le taux directeur est resté aussi inchangé à **2%**.

Au niveau du marché interbancaire, des opérations d'un import de **155,91 milliards de FC** ont été effectuées au cours de la première semaine du mois d'août au taux moyen pondéré de **1,62%**, portant les cumuls mensuel et annuel respectivement à **155,91 milliards de FC** et **2.131,60 milliards de FC**.

L'encours de bons de la Banque Centrale du Congo s'est établi à **82,50 milliards de FC** à la première semaine du mois d'août, dont **48,00 milliards de FC** pour la maturité à 28 jours et **34,50 milliards de FC** pour celle à 84 jours, dégagant une injection annuelle de liquidation de **60,25 milliards de FC**.

## **2.4. Secteur des finances publiques**

Au cours du premier semestre 2014, les recettes ont été mobilisées à hauteur de **2.462,2 milliards de FC** contre les dépenses de **2.405,4 milliards de FC**, soit un solde positif de **56,8 milliards de FC**.

### **2.4.1. Réalisation des recettes à fin juin 2014**

La mobilisation des ressources internes à mi-parcours indique un taux de réalisation de **79,1%**, soit **2.167,8 milliards de FC**, sur une prévision linéaire au premier semestre de **2.740,2 milliards de FC**. Cependant, ces recettes demeurent encore relativement faibles par rapport au potentiel fiscal du pays.<sup>1</sup>

En prenant en compte les décaissements au premier semestre 2014 des ressources extérieures, les réalisations des recettes des budgets annexes et comptes spéciaux, le taux global de réalisation des recettes est ramené à **59,5%**, soit **2.462,2 milliards de FC** sur des prévisions linéaires de **4.136,7 milliards de FC**.

Plus spécifiquement, les différents postes ont évolué de la manière suivante du point de vue de réalisation :

- Recettes internes : **79,1%**, soit **2.167,8 milliards de FC** ;
- Recettes extérieures : **11,9%**, soit **117,2 milliards de FC** ;

---

<sup>1</sup> Cf. Plan de Trésorerie du secteur public du 27 août 2014, Comité PTR, Finances

- Budgets annexes : **19,5%**, soit **50,3 milliards de FC** ;
- Comptes spéciaux : **82,4%**, soit **126,9 milliards de FC**.

#### ***2.4.2. Réalisations probables des recettes à fin décembre 2014***

Les réalisations probables à fin décembre 2014 se présentent de la manière suivante :

- Recettes internes : **86,6%**, soit **4.744,9 milliards de FC** ;
- Recettes extérieures : **27,6%**, soit **543,9 milliards de FC** ;
- Budgets annexes : **19,5%**, soit **100,7 milliards de FC** ;
- Comptes spéciaux : **82,4%**, soit **253,8 milliards de FC**.

Les recettes de la DGDA qui pourraient être mobilisées à fin 2014 seraient de l'ordre de **1.947,0 milliards de FC**, à raison de **893,7 milliards de FC** au premier semestre et **993,7 milliards de FC** au second semestre. Ce profil de recettes attendues en 2014 est justifié principalement par la non mise en œuvre des mesures préalables à la réalisation des prévisions budgétaires 2014. Ces mesures concernent :

- la signature d'un décret portant mise en place d'une politique de fixation des prix des produits pétroliers (**120 milliards de FC** attendus) ;
- le marquage moléculaire des produits pétroliers (**98 milliards de FC** attendus) ;
- l'audit du secteur des télécommunications (**63 milliards de FC** attendus) ;
- la suppression des exonérations dérogatoires aux institutions, services de l'Etat et a certaines sociétés dans le cadre de contrat programme (**17,7 milliards de FC** attendus);
- le gel des exonérations portant sur les biens à caractère commercial (**1,4 milliard de FC**).

Ce profil est également justifié par la baisse de la TVA découlant de la chute des importations des entreprises minières qui sont entrées dans la phase d'exploitation et dans celle d'extension.

Les réalisations probables pour la DGI à fin 2014, incluant l'impact quantitatif des mesures d'accompagnement à prendre à partir du second semestre, sont de l'ordre de **1.894,3 milliards de FC** dont **813,4 milliards de FC** au premier semestre 2014 et **1.081,1 milliards de FC** au second semestre.

Les réalisations probables de la DGRAD à fin 2014 sont de **520,7 milliards de FC**, dont **292,8 milliards de FC** de réalisations pour le premier semestre 2014 et **227,9 milliards de FC** estimées pour le semestre restant.

Au total, les réalisations probables de trois régies financières pour 2014, hormis les recettes des pétroliers producteurs, seraient de **4.193,8 milliards de FC** sur des prévisions budgétaires de **4.981,2 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **84,2%**.

Les réalisations probables des pétroliers producteurs à fin 2014 se situeraient à **382,9 milliards de FC**, soit **93,3%** de prévisions budgétaires arrêtées à **410,4 milliards de FC**.

Les réalisations probables des ressources extérieures à fin 2014 situent les décaissements totaux à 543,9 milliards de FC, dont **15,2 milliards de FC** pour les bilatéraux et **528,7 milliards de FC** pour les multilatéraux, au premier semestre 2013.

### ***2.4.3. Exécution des dépenses à fin juin 2014***

L'exécution des dépenses à fin juin 2014 indique les caractéristiques ci-après par rapport à la prévision linéaire :

- Dette publique : **81,2%** d'exécution, soit **104,9 milliards de FC** ;
- Frais financiers : **104,1%** d'exécution, soit **57,6 milliards de FC** ;
- Dépenses de personnel : **94,6%**, soit **744,9 milliards de FC** ;
- Biens et services : **63,0%** d'exécution, soit **361,9 milliards de FC** dont 158,3 milliards de FC pour les institutions (**92,2%**) et **177,9 milliards de FC** pour les ministères (**52,4%**) ;
- Transferts et interventions : **96,7%** d'exécution, soit **595,1 milliards de FC**, dont **319,2 milliards de FC** de TVA remboursable (108,6%);
- Investissements : **23,9%** d'exécution, soit 340,5 milliards de FC dont 57,2 milliards de FC des projets du Gouvernement (70,9%), 17,0 milliards de FC de la contrepartie (49,8%), 149,1 milliards de FC des projets des provinces (33,8%) et 117,2 milliards de FC des ressources extérieures (13,5%) ;
- Dépenses exceptionnelles : **29,6%**, soit **23,3 milliards de FC** destinés à la CENI ;
- Budgets annexes et comptes spéciaux : identique au montant des recettes, soit 50,3 milliards de FC et 126,9 milliards de FC respectivement.

La comparaison entre les recettes et les dépenses à fin juin 2014, dégage un solde excédentaire de **56,8 milliards de FC** découlant des recettes de l'ordre de **2.462,2 milliards de FC** et des dépenses chiffrées à **2.405,4 milliards de FC**.

#### **2.4.4. Exécution probable des dépenses à fin décembre 2014**

L'exécution probable des dépenses à fin 2014 indique les caractéristiques ci-après par rapport à la prévision linéaire :

- Dette publique : **72,5%** d'exécution, soit **187,4 milliards de FC** ;
- Frais financiers : **110,8%** d'exécution, soit **122,6 milliards de FC** ;
- Dépenses de personnel : **99,5%**, soit **1.566,7 milliards de FC** ;
- Biens et services : **63,1%** d'exécution, soit **725,8 milliards de FC** dont 313,0 milliards de FC pour les institutions (**91,2%**) et **356,2 milliards de FC** pour les ministères (**52,4%**) ;
- Transferts et interventions : **95,6%** d'exécution, soit **1.176,1 milliards de FC**, dont **649,6 milliards de FC** de TVA remboursable (**110,9%**);
- Investissements : **31,3%** d'exécution, soit **870,8 milliards de FC** dont **111,4 milliards de FC** des projets du Gouvernement (**69,0%**), **34,0 milliards de FC** de la contrepartie (**49,8%**), **510,9 milliards de FC** des projets des provinces (**57,8%**) et **234,4 milliards de FC** des ressources extérieures (**13,5%**) ;
- Dépenses exceptionnelles : **29,9%**, soit **47,2 milliards de FC** destinés à la CENI ;
- Budgets annexes et comptes spéciaux : identique au montant des recettes, soit **100,7 milliards de FC** et **277,8 milliards de FC** respectivement.

### III. PRESENTATION DU PROJET DE LOI DE FINANCES 2015

#### 3.1. Contexte socio-politique

Le projet de loi de finances de l'exercice 2015 s'élabore après la tenue des Concertations nationales et dans un contexte de résolution des conflits armés dans la partie Est du pays. Ainsi, les efforts du Gouvernement se focalisent sur la mise en œuvre des recommandations desdites Concertations et des engagements de la République contenus dans l'Accord-cadre d'Addis-Abeba ainsi que l'accélération de la mise en place du projet de société du Chef de l'Etat.

Le projet de loi de finances pour l'exercice 2015 prête une attention particulière à chacun de ces domaines et prend en charge diverses actions prioritaires.

En ce qui concerne la mise en œuvre des recommandations des Concertations nationales, l'avant-projet prend en compte les grands domaines développés dans la thématique « Economie, Secteurs productifs, Finances publiques ». Il s'agit notamment de :

- L'accélération de l'accès de la population, principalement dans les milieux ruraux, à l'eau potable et à l'électricité et la stabilisation du niveau de prix des biens et services ainsi que l'accélération de la création d'emplois dans le cadre de la sous thématique « Justice sociale » ;
- La recherche accrue des financements des grands projets de reconstruction du pays dans le cadre de la sous thématique « Reconstruction et Développement ». Le recours aux marchés financiers et aux ressources innovantes sont des atouts pour élargir les sources de financements des actions du Gouvernement dans le sens de l'émergence du Congo ;
- La création d'emplois pour les Congolais est une nécessité pour faire émerger une classe sociale moyenne. Ainsi, les actions du Gouvernement sur les projets intégrés avec à la base l'agriculture dans ses volets agro-industriels et l'agriculture paysanne offrent des opportunités aux populations de l'intérieur du pays.

S'agissant des engagements de la République dans l'Accord-cadre d'Addis-Abeba, le projet de loi prend en compte les grands axes des réformes engrangées par le Gouvernement. Il s'agit essentiellement de (i) la réforme des secteurs de sécurité, (ii) la consolidation de l'autorité de l'Etat, (iii) la décentralisation du pouvoir et (iv) les réformes structurelles des institutions, notamment celles des finances publiques. De manière particulière, l'avant-projet pose des bases moyennant les actions suivantes :

- après la fin de la guerre, le Gouvernement s'attèle à la consolidation de l'autorité de l'Etat. C'est dans ce cadre qu'il faut inscrire les actions en cours sur la mise en place et l'opérationnalisation des cours et tribunaux, de même que le désarmement des forces négatives et l'amnistie ;
- dans le cadre de la décentralisation, le Gouvernement s'évertue à organiser les élections provinciales, municipales et locales, à installer les nouvelles provinces et à asseoir la décentralisation financière ;
- sur le plan diplomatique, le retour du Congo sur la scène internationale devient de plus en plus perceptible. Ainsi, le Gouvernement entend maintenir cet élan qui vise à assainir le secteur par la fermeture de certaines ambassades, le rapatriement des diplomates, le paiement des arriérés des salaires, la rémunération des engagés locaux ainsi que le paiement des contributions aux organismes internationaux ;
- dans le cadre du renforcement de la gouvernance économique-financière, le Gouvernement poursuit les actions de réforme en vue d'améliorer le climat des affaires dans l'optique d'attirer les investisseurs et de finaliser le processus de bancarisation dans le sens d'une meilleure maîtrise des effectifs et des masses salariales. L'élaboration de la loi de finances 2015 s'oriente plus vers les objectifs de la réforme des finances publiques avec la poursuite des améliorations progressives à introduire dans la loi de finances.

Afin d'accélérer la mise en place du projet de société du Chef de l'Etat, le Gouvernement poursuit les actions de consolidation de la stabilité macroéconomique, d'accélération de la croissance et de création d'emplois ainsi que celles de construction et de modernisation des infrastructures de base. Le projet de loi de finances 2015 met au premier plan la nécessité de financer les projets contenus dans le journal de campagne qui, par ailleurs, découlent des promesses électorales du Chef de l'Etat dans les secteurs de l'Energie, des Infrastructures, des Transports et des secteurs sociaux.

Ces principales actions sont reflétées dans les axes prioritaires du Programme d'action du Gouvernement (PAG) décrits dans la présente note.

### 3.2. Cadrage macroéconomique

L'élaboration de la loi de finances 2015 est sous tendue par les indicateurs macroéconomiques pluriannuels repris dans le tableau ci-après :

**Tableau n°4 : Projections des principaux Indicateurs macroéconomiques 2014-2017**

| Indicateurs                                       | 2012      | 2013      |           | 2014      |           | 2015      | 2016      | 2017      |
|---|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
|   |           | voté      | révisé    | voté      | révisé    |           |           |           |
| Taux de croissance (%)                            | 7,1       | 8,2       | 8,5       | 8,7       | 8,8       | 10,4      | 9,6       | 9,2       |
| Déflateur du PIB (%)                              | 9,7       | 6,7       | 3,26      | 2,2       | 3,2       | 3,3       | 3,4       | 3,5       |
| Taux d'inflation moyen (%)                        | 12,7      | 9,5       | 0,9       | 3,9       | 2,4       | 3,6       | 3,4       | 3,1       |
| Taux d'inflation fin période (%)                  | 9,9       | 9,0       | 1,1       | 3,7       | 3,7       | 3,5       | 3,2       | 3,0       |
| Taux de change moyen (FC/USD)                     | 939,12    | 943,4     | 919,67    | 927,97    | 927,28    | 936,5     | 950,3     | 961,94    |
| Taux de change fin période (FC/USD)               | 967,59    | 955,1     | 925,5     | 932,26    | 929,1     | 943,9     | 956,7     | 967,2     |
| PIB nominal (en milliards de FC)                  | 17.260,90 | 19.980,20 | 30.051,18 | 21.828,20 | 31.921,94 | 36.325,20 | 40.831,97 | 45.750,80 |
| Croissance en M2                                  | 21,3      | -         | 17,9      | -         | 14,9      | 15,4      | 14,2      | 13,4      |
| Réserves internationales (en mois d'importations) | 2,2       | -         | 2,05      | -         | 2,5       | 3,0       | 3,5       | 4,0       |

Source : Cadrage macroéconomique, Comité Permanent du Cadrage Macroéconomique (CPCM) RDC, mai 2014).

### 3.3. Configuration de la loi de finances de l'exercice 2015

Le projet de loi de finances 2015 est présenté en équilibre, en recettes et en dépenses à **8.363,2 milliards de FC**.

#### 3.3.1. Analyse des recettes

En recettes, les trois formes du budget sont configurées à **7.465,6 milliards de FC** pour le budget général, **535,0 milliards de FC** pour les budgets annexes et **362,5 milliards de FC** pour les comptes spéciaux, soit une prévision totale de **8.363,2 milliards de FC** pour l'exercice 2015.

##### 3.3.1.1. Recettes du budget général

Les recettes du budget général évaluées à **7.465,6 milliards de FC** sont constituées de recettes internes chiffrées à **5.883,6 milliards de FC** et de recettes extérieures de l'ordre de **1.582,0 milliards de FC**.

##### 1° Recettes internes

Les recettes internes sont projetées à **5.883,6 milliards de FC**, représentant **70,4%** des recettes totales, avec un taux d'accroissement de **7,4%** par rapport à leur niveau de l'exercice 2014 chiffré à **5.480,4 milliards de FC**. La pression fiscale calculée sur les recettes courantes est portée à **16,2%**.

Les recettes courantes de l'ordre **5.883,6 milliards de FC** comprennent les natures ci-après :

- ✓ Recettes des douanes et accises : **2.466,4 milliards de FC** ;
- ✓ Recettes des impôts : **2.332,4 milliards de FC** ;
- ✓ Recettes non fiscales (DGRAD) : **686,2 milliards de FC** ;
- ✓ Recettes des pétroliers producteurs : **398,6 milliards de FC**.

#### ***a) Recettes des douanes et accises***

Les Recettes des douanes et accises représentent **29,5%** des recettes totales, soit **6,8%** du PIB et connaissent un taux d'accroissement de **0,4%**. Elles sont réparties en grande nature des recettes comme suit :

- **44,5%** pour les impôts généraux sur les biens et services (TVA) ;
- **31,0%** pour les droits de douane et autres droits à l'importation ;
- **23,6%** pour les droits d'accises ;
- **0,5%** pour les taxes à l'exportation ;
- **0,4%** pour les amendes et pénalités.

Les taxes à l'exportation ainsi que les amendes et pénalités constituant des parts assez faibles, un effort doit être fourni pour mieux les saisir.

Pour atteindre ces assignations, un certain nombre de mesures d'encadrement sont proposées. Il s'agit de :

- ✓ l'implication du Ministère de la Justice dans le recouvrement des dossiers contentieux pour un impact de **14,7 milliards de FC** ;
- ✓ l'audit du secteur des télécommunications pour un impact de **62,8 milliards de FC** ;
- ✓ le marquage moléculaire des produits pétroliers pour un impact de **43,6 milliards de FC** ;
- ✓ la mise en place d'une nouvelle politique de fixation des prix des produits pétroliers pour un impact de **120 milliards de FC** ;
- ✓ la suppression des exonérations accordées aux institutions, services de l'Etat et à certaines sociétés dans le cadre de contrats programmes pour un impact de **17,6 milliards de FC** ;
- ✓ le gel des exonérations portant sur les biens à caractère commercial accordé à certaines ONG pour un impact de **1,4 milliards de FC** ;

- ✓ l'extension de la signature des accords administratifs et douaniers avec les pays voisins ainsi qu'avec les autres pays par lesquels transitent les marchandises de la RDC.

### ***b) Recettes des impôts***

Les recettes des impôts représentent **27,9%** des recettes totales, soit **6,4%** du PIB et connaissent un taux d'accroissement de **19,1%**. Elles sont réparties en grande nature des recettes comme suit :

- **33,8%** pour les impôts et taxes sur les biens et services (TVA),
- **33,6%** pour les impôts sur les rémunérations,
- **30,5%** pour l'impôt sur le bénéfice et profit,
- **2,2%** pour les autres recettes (vente des imprimés, immatriculation des véhicules, amendes et pénalités).

Un effort doit être fourni pour fiscaliser le secteur informel et maximiser la TVA.

Pour atteindre les assignations, un certain nombre de mesures d'encadrement sont proposées. Il s'agit de :

- ✓ l'élargissement de l'IPR des membres des Institutions politiques centrales à celles provinciales ;
- ✓ l'instauration de la communication entre les structures de l'Etat sur les activités des différents fournisseurs et prestataires des services (cas des marchés publics) afin de permettre leur meilleure fiscalisation et contrôle par la DGI ;
- ✓ l'obligation du numéro d'impôt à tout opérateur économique pour un meilleur suivi de sa contribution ;
- ✓ le renforcement du contrôle des origines des produits et des autorisations de vente afin de réduire la fraude et l'évasion fiscale.

### ***c) Recettes non fiscales (DGRAD)***

Les recettes non fiscales représentent **8,2%** des recettes totales, soit **1,9%** du PIB et connaissent un taux d'accroissement de **4,8%**. L'essentiel provient des recettes domaniales et administratives, soit respectivement **51,7%** et **44,1%**.

Par ailleurs, près de 3/4 des recettes non fiscales proviennent des principaux secteurs tels que les Mines (**37,8%**), les PT-NTIC et l'ARPTC (**21,2%**), l'Environnement (**7,9%**), les Affaires Foncières (**4,4%**), les Affaires Etrangères (**3,8%**), la Police Nationale (**2,3%**), la DGM (**1,9%**), les Transports (**1,8%**), le Tourisme (**1,6%**) et les Hydrocarbures hors pétrole (**1,1%**).

Un effort doit donc être fourni à travers un certain nombre de mesures d'encadrement en vue de renforcer la collecte des recettes liées à certains secteurs ou encore d'activer les actes des autres secteurs.

- ✓ **Pour le ministère de la Santé**, il va s'agir essentiellement de réviser l'arrêté interministériel fixant le taux de taxation des actes encadrés par le Programme national d'hygiène aux frontières.
- ✓ **Au niveau de la PNC**, les mesures vont porter sur l'organisation de missions mixtes PNC-DGRAD en vue de la sensibilisation, de la vulgarisation et du contrôle des recettes y afférentes ainsi que l'annexion à la PNC, des actes jadis reconnus à l'ex-police judiciaire suite à la Loi n° 11/013 du 11 août 2011 portant organisation et fonctionnement de la Police Nationale Congolaise.
- ✓ Dans le cadre des **relations avec les partis politiques**, le Ministère de l'Intérieur devra réviser à la hausse les taux de la caution de dépôt des candidatures aux élections et assurer l'individualisation de ladite caution jadis payée par liste (via la loi électorale).
- ✓ **Au niveau de la DGM**, une augmentation des recettes pourrait se faire à travers (i) la mise en circulation des visas biométriques et l'uniformisation des visas octroyés à travers les ambassades ; (ii) l'organisation des contrôles de séjour des étrangers sur autorisation du Gouvernement ;
- ✓ la Sécurisation et l'approvisionnement des autres imprimés de valeur.

#### ***d) Recettes des pétroliers producteurs***

Les recettes des pétroliers producteurs représentent **4,8%** des recettes totales, soit **1,1%** du PIB. Elles affichent ainsi un taux de régression de **2,9%**.

Les éléments pris en compte dans le calcul du niveau de ces recettes sont (i) la production de **23.000 barils jour**, (ii) le cours du Brent de **103,5 USD**, (iii) la décote de **3,5%**, (iv) les charges d'exploitation des entreprises pétrolières de **30%** et (v) les frais de terminal évalués à **4,0 USD le baril**.

#### **2° Recettes extérieures**

Les recettes extérieures représentent **18,9%** des recettes totales, soit **4,4%** du PIB, avec un taux de régression de **19,6%**.

Elles proviendront des bailleurs traditionnels tels que repris au tableau sur les ressources extérieures en annexe qui reprend essentiellement :

- les appuis budgétaires qui alignent l'inscription dans le budget des ressources PPTTE, pour financer les diverses dépenses contraignantes dans le cadre du produit du C2D avec l'Agence Française de Développement (AFD), pour un montant de **50,9 milliards de FC** en 2015 ;
- les projets en cours ou futurs sur le financement des partenaires techniques et financiers.

### **3.3.1.2. Recettes des budgets annexes**

Les recettes des budgets annexes sont projetées à **535,0 milliards de FC** et représentent **6,4%** des recettes totales, soit **1,5%** du PIB avec un taux d'accroissement de **3,6%** par rapport à leur niveau de l'exercice 2014 chiffré à **516,4 milliards de FC**.

Elles comprennent les recettes des hôpitaux généraux de référence, des universités, des instituts supérieurs et des centres de recherche répertoriés pour 2015.

### **3.3.1.3. Recettes des comptes spéciaux**

Les recettes des comptes spéciaux sont projetées à **362,5 milliards de FC** et représentent **4,3%** des recettes totales, soit **1,0%** du PIB avec un taux d'accroissement de **17,7%** par rapport à leur niveau de l'exercice 2014 chiffré à **307,9 milliards de FC**.

Elles comprennent essentiellement les comptes d'affectation spéciale retenus tels que le Fonds National d'Entretien Routier (FONER), le Fonds de Promotion de l'Industrie (FPI), la Régie des Voies Aériennes (RVA) pour le Go-pass, le Fonds de Promotion Culturel (FPC), le Fonds de Promotion de l'Education Nationale (FPEN), l'Office des Petites et Moyennes Entreprises Congolaise (OPEC), etc.

## **3.3.2. Analyse des dépenses**

Comme en recettes, les dépenses se situent à **8.363,2 milliards de FC**, en équilibre avec leurs trois compartiments, à savoir le budget général, les budgets annexes et les comptes spéciaux, situés respectivement à **7.465,6 milliards de FC**, **535,0 milliards de FC** et de **362,5 milliards de FC**.

### **3.3.2.1. Dépenses du budget général**

La composition des dépenses du budget général en 2015 se profile comme suit :

#### **1°. Dette publique et frais financiers**

La dette publique et les frais financiers se chiffrent à **336,3 milliards de FC** contre **369,1 milliards de FC** en 2014, soit un taux de régression de **8,9%** et **4,0%** du total des dépenses. Elles comprennent essentiellement les arriérés de créance au titre de la dette intérieure et extérieure et les intérêts titrisés.

La régression constatée dans la prévision de ces dépenses est influencée par les éléments ci-après :

- ✓ l'impact de l'annulation et du rééchelonnement de la dette après le point d'achèvement de l'initiative PPTTE, dont la grande partie provenait des créanciers membres du Club de Paris ;
- ✓ la politique d'endettement concessionnel dont les nouvelles créances contractées auront leur début de remboursement après un délai de grâce ;
- ✓ la réduction des créances issues de la zaïrianisation suite au désintéressement des créanciers opéré antérieurement.

#### **2°. Rémunérations**

L'exercice 2014 s'achève avec un niveau mensuel de rémunération de **139,6 milliards de FC** annualisé à **1.674,3 milliards de FC** pour un effectif estimé à **1.094.644 unités**.

La politique salariale de l'exercice 2015 s'inscrit, d'une part, dans la logique de la continuité de la rationalisation des salaires amorcée en 2014 et d'autre part, dans l'optique de prendre en compte partiellement les revendications sectorielles enregistrées.

L'enveloppe additionnelle s'élève à **65,6 milliards de FC**, soit un montant annuel de **1.750,9 milliards de FC** contre **1.574,0 milliards de FC** en 2014, soit **11,2%** d'accroissement, **4,8%** du PIB et **29,5%** des recettes courantes, alors que la norme situe le ratio autour de **7%** du PIB et **40%** des recettes courantes.

Une enveloppe mensuelle de **11,5 milliards de FC** représentant **34,6 milliards de FC** pour le dernier trimestre 2015 est prévue dans le cadre de la poursuite de la rationalisation des rémunérations amorcée au dernier trimestre 2014. Le traitement de base connaîtra ainsi une consolidation dans la fourchette de 10.000 à 16.000 FC du moins gradé au plus gradé en réduction des primes. Le salaire de l'huissier passera de 77.000 à 87.000 FC en province et de 92.000 à 102.000 FC à Kinshasa (y compris les 15.000 FC de transport). Pour ne pas baisser le net à payer des fonctionnaires recensés et impayés en salaire, il va falloir au même moment procéder à des mécanisations en salaire de tous les ministères.

En même temps que se poursuit la rationalisation, le Gouvernement va procéder au réajustement de la tension dans l'Armée et dans la Police pour près de **19,0 milliards de FC (6,2 milliards de FC** pour le dernier trimestre).

Pour ce qui est des retraités au sein de l'Administration publique, le Gouvernement envisage d'améliorer progressivement leur pension de retraite par le démarrage de la caisse nationale de retraite.

S'agissant des mesures sectorielles, un certain nombre d'actions sont envisagées, notamment :

- la résorption partielle des impayés de l'EPSP et de la Santé (près de 25 mille unités) pour un impact de 14,6 milliards de FC.

L'enveloppe des rémunérations transférées en provinces pour les secteurs à compétence exclusive s'élève à **674,8 milliards de FC**, soit **38,5%** du total des rémunérations.

### **3°. Biens, matériels et prestations**

Les dépenses relatives aux biens, matériels et prestations s'élèvent à **1.118,1 milliards de FC** contre **1.149,4 milliards de FC** en 2014, soit un taux de régression de **2,7%** et **13,4%** du total des dépenses. Elles comprennent :

- ✓ le fonctionnement des institutions : **337,2 milliards de FC**, soit une régression de 1,8% par rapport à 2014 ;
- ✓ le fonctionnement des ministères : **678,9 milliards de FC**, soit une légère régression de 0,03% par rapport à 2014, incluant le financement réservé aux réformes des finances publiques, de l'administration publique et de l'EPSP avec les cantines scolaires ;
- ✓ les services déconcentrés : **7,0 milliards de FC** pour le fonctionnement courant des services centraux en provinces, soit une régression de **6,7%** due au transfert des crédits des services du pouvoir judiciaire vers le niveau central ;

- ✓ les charges communes : **95,0 milliards de FC** pour le paiement de la consommation d'eau et d'électricité, les autres charges telles que les imprimés de valeur et l'hébergement faisant partie de la politique de rationalisation et de déconcentration de la gestion.

#### **4°. Transferts et subventions**

Les dépenses relatives aux transferts et subventions s'élèvent à **1.317,7 milliards de FC** contre **1.230,7 milliards de FC**, soit **7,1%** d'accroissement par rapport à 2014 et **15,8%** du total des dépenses. Elles comprennent :

- ✓ la rétrocession aux régies financières : **276,9 milliards de FC**, calculée suivant le taux préétabli de 5% pour la DGDA et la DGI et 10% pour la DGRAD à partager avec les services d'assiette sur les assignations annuelles ;
- ✓ les transferts aux provinces et ETD au titre de fonctionnement : **241,7 milliards de FC** dans le cadre de 40% des recettes à caractère national ;
- ✓ les interventions économiques : **84,9 milliards de FC** marquant l'intervention de l'Etat en faveur des certaines entreprises pour leur relance et le recensement de la population (**15,0 milliards de FC**) ;
- ✓ les organismes auxiliaires : reconduction de **52,6 milliards de FC** de 2014 pour couvrir les subventions de l'Etat aux organismes des budgets annexes ;
- ✓ les services ex-BPO : reconduction de **27,0 milliards de FC** en appui aux services ex-BPO dont les recettes relèvent de la DGRAD. Des mesures de rationalisation sont en cours pour assainir le secteur ;
- ✓ les bourses d'études : reconduction de **2,5 milliards de FC** ;
- ✓ la TVA remboursable : **632,1 milliards de FC** en 2015 contre **585,9 milliards de FC** en 2014 pour garantir le remboursement par l'Etat aux opérateurs économiques, la TVA étant enregistrée en mode brut en recettes.

#### **5°. Dépenses d'investissements**

Les dépenses d'investissements sont évaluées à **2.725,6 milliards de FC** contre **2.846,6 milliards de FC** en 2014, soit **32,6%** des dépenses totales et un taux de régression de **4,3%**. Elles comprennent :

- ✓ les investissements sur ressources propres : **1.232,7 milliards de FC** dont **99,4 milliards de FC** des projets du pouvoir central, **60,0 milliards de FC** de la contrepartie gouvernementale et **1.073,3 milliards de FC** de projets des provinces dans le cadre de 40% des recettes à caractère national ;
- ✓ les investissements sur ressources extérieures : **1.492,9 milliards de FC**, constituées totalement des dons projets.

L'opération d'harmonisation des projets entre le pouvoir central et les provinces permettra au Gouvernement d'avoir la lisibilité sur les différents projets des provinces, d'éviter le double emploi, de mieux programmer et organiser les plaidoyers auprès des partenaires au développement pour leur financement.

### **6°. Dépenses exceptionnelles**

Les dépenses exceptionnelles s'élèvent à **217,2 milliards de FC** contre **278,4 milliards de FC** en 2014, soit un taux de régression de **22,0%**. Elles concernent essentiellement :

- ✓ les actions liées à l'organisation des élections locales, municipales et provinciales en 2015 pour lesquelles la CENI sollicite un budget des opérations de **434,0 milliards de FC** dont **38,2 milliards de FC** attendus des partenaires, en sus des investissements de **47,6 milliards de FC**. La contrainte budgétaire n'a permis d'aligner jusque-là qu'un crédit de **162,0 milliards de FC** en ressources propres et **38,2 milliards de FC** en ressources extérieures ;
- ✓ les sinistres, calamités et la réserve budgétaire : **17,0 milliards de FC** contre **83,0 milliards de FC** en 2014.

### **➤ Aperçu sur les dépenses contraignantes**

La loi de finances 2015 situe les dépenses contraignantes à **76%** des recettes courantes, pendant que les recettes issues des ressources extérieures, des budgets annexes et des comptes spéciaux sont pré-affectées. Leur composition par rapport aux recettes courantes se décline comme suit :

- ✓ les rémunérations du pouvoir central : **18,3%**, soit **1.076,0 milliards de FC** ;
- ✓ la rétrocession aux régies financières : **4,7%**, soit **276,9 milliards de FC** ;
- ✓ les transferts aux provinces (rémunérations, fonctionnement et investissement) : **33,8%**, après déduction de la rétrocession aux régies financières et services d'assiette ainsi que de la TVA remboursable, soit **1.989,8 milliards de FC** ;

- ✓ la dette et les frais financiers extérieurs et intérieurs : **5,7%**, soit **336,3 milliards de FC** ;
- ✓ les élections : **2,8%**, soit **162,0 milliards de FC** (financement interne) ;
- ✓ la TVA remboursable : **10,7%**, soit **632,1 milliards de FC**.

La contrainte budgétaire exerce une pression sur les autres dépenses, de sorte que la part des **24%** restants ne peut couvrir les dépenses de 13 secteurs prioritaires repris dans la PBAG et la lettre d'orientation budgétaire, à savoir :

- les secteurs prioritaires traditionnels : la Santé, l'EPSP, l'Agriculture et le Développement rural, les Infrastructures et les Travaux publics, l'Energie;
- les secteurs à lois de programmation ou à grandes réformes : la Défense, la Police, les Affaires étrangères, la Justice et le Pouvoir judiciaire, la DGM, l'ANR,
- les nouveaux secteurs : Transports et Tourisme.

#### ➤ Effort entrepris pour combler le gap budgétaire

Au niveau du Gouvernement, l'avant-projet de loi de finances pour l'exercice 2015 avait été présenté avec un gap de financement. Des coupes de dépenses ont été opérées jusqu'à modifier les ambitions du Gouvernement sur certaines politiques alignées.

En effet, comme renseigne le tableau ci-après, les besoins de financement tel que soulevé par la PBAG pour l'année 2015 sont énormes.

**Tableau n° 5 : Besoins de financement des secteurs prioritaires en 2015 en mias de FC**

| N° | Secteur (Code Section budgétaire)       | Niveau projeté | Niveau défini dans le cadre budgétaire | Besoins de financement |
|----|---|----------------|--|------------------------|
| 1  | Santé (37)                              | 750,7          | 318,8                                  | 431,9                  |
| 2  | EPSP (38 et 91)                         | 680,3          | 629,6                                  | 50,7                   |
| 3  | Agriculture (44)                        | 114,7          | 90,7                                   | 24                     |
| 4  | Développement rural (45)                | 77,9           | 43,5                                   | 34,4                   |
| 5  | Infrastructures et travaux publics (42) | 308,1          | 271,9                                  | 36,2                   |
| 6  | Energie (50)                            | 425,6          | 171,2                                  | 254,4                  |
| 7  | Tourisme (57)                           | 30,5           | 8,3                                    | 22,2                   |
| 8  | Transports (51)                         | 368,4          | 344,1                                  | 24,3                   |
| 9  | Défense (27 et 28)                      | 683,8          | 453,6                                  | 230,2                  |
| 10 | Police Nationale (73, 84 et 92)         | 256,9          | 251,4                                  | 5,5                    |
| 11 | Affaires étrangères (22, 23 et 69)      | 61             | 60                                     | 1                      |

| N° | Secteur (Code Section budgétaire)            | Niveau projeté | Niveau défini dans le cadre budgétaire | Besoins de financement |
|----|--|----------------|--|------------------------|
| 12 | Justice et Pouvoir judiciaire (20, 34 et 54) | 182            | 152,5                                  | 29,5                   |
| 13 | Services de sécurité (85 et 86)              | 99,4           | 56,4                                   | 43                     |
|    | <b>TOTAL</b>                                 | <b>4.039,3</b> | <b>2.852</b>                           | <b>1.187,3</b>         |

Comme on peut le constater, la budgétisation de besoins des secteurs prioritaires tels que décrits ci-dessus n'a été possible que pour **2.852 milliards de FC**, ce qui dégage des besoins en financement de l'ordre de **1.187,3 milliards de FC**.

### 3.4. Mise en œuvre du programme d'actions du Gouvernement

Le projet de loi de finances reflète les politiques publiques du Gouvernement dont le soubassement est le PAG. Il est donc aligné sur les axes prioritaires du PAG dont les cibles ont été fixées dans la PBAG telles que reprises dans le tableau ci-après :

Tableau n° 6 : Parts relatives et cibles par axes prioritaires du PAG

| OBJECTIF ET ACTION DU PROGRAMME D'ACTION   | Budget 2014              |               | Avant-projet Budget 2015 |               |               |
|--|--------------------------|---------------|--------------------------|---------------|---------------|
|  | Montant                  | Part relative | Montant                  | Part relative | Tx accr.      |
| <b>1 POURSUIVRE ET FINALISER LES REFORMES INSTITUTIONNELLES EN VUE DE RENFORCER L'EFFICACITE DE L'ETAT</b> | <b>2 108 472 345 668</b> | <b>28,31</b>  | <b>2 286 410 995 581</b> | <b>30,45</b>  | <b>8,44</b>   |
| 1100 Améliorer les Procédures de prise des décisions publiques   | 658 150 621 576          | 8,84          | 642 398 524 338          | 8,56          | -2,39         |
| 1120 Organiser le recensement général de la population pour orienter les décisions publiques               | 16 686 979 000           | 0,22          | 6 250 221 795            | 0,08          | -62,54        |
| 1200 Poursuivre le processus de décentralisation   | 352 794 572 165          | 4,74          | 294 553 330 167          | 3,92          | -16,51        |
| 1300 Reforme l'administration publique   | 134 848 317 000          | 1,81          | 60 234 047 633           | 0,80          | -55,33        |
| 1410 Reforme l'armée   | 426 146 343 260          | 5,72          | 451 638 050 857          | 6,01          | 5,98          |
| 1420 Reforme la police   | 185 849 400 000          | 2,49          | 270 159 464 858          | 3,60          | 45,36         |
| 1430 Reforme les services de sécurité  | 148 670 057 667          | 2,00          | 356 931 273 751          | 4,75          | 140,08        |
| 1500 Reforme le système judiciaire   | 112 213 815 000          | 1,51          | 101 176 398 823          | 1,35          | -9,84         |
| 1600 Promouvoir les droits de l'homme  | 6 449 241 000            | 0,09          | 6 449 241 000            | 0,09          | 0,00          |
| 1700 Lutter contre la corruption et l'impunité   | 48 325 706 000           | 0,65          | 48 652 715 248           | 0,65          | 0,68          |
| 1800 Promouvoir le genre et l'amélioration du statut de la femme et de l'enfant                            | 18 337 293 000           | 0,25          | 47 967 727 111           | 0,64          | 161,59        |
| <b>2 CONSOLIDER LA STABILITE MACROECONOMIQUE ET ACCELERER LA CROISSANCE ET LA CREATION D'EMPLOIS</b>       | <b>2 214 288 066 357</b> | <b>29,73</b>  | <b>1 984 151 995 309</b> | <b>26,42</b>  | <b>-10,39</b> |
| 2000 Consolider la stabilité macro économique  | 1 484 549 911 357        | 19,93         | 1 365 057 121 114        | 18,18         | -8,05         |
| 2100 Poursuite des réformes structurelles de l'économie  | 6 995 976 000            | 0,09          | 5 647 644 351            | 0,08          | -19,27        |
| 2200 Développement des industries de transformation et des industries structurantes                        | 39 522 881 000           | 0,53          | 24 406 524 957           | 0,33          | -38,25        |
| 2300 Promotion de politiques favorable à la création d'emploi  | 15 076 709 000           | 0,20          | 12 615 085 976           | 0,17          | -16,33        |
| 2400 Promotion de la classe moyenne et protection du petit commerce  | 2 989 977 000            | 0,04          | 2 342 507 768            | 0,03          | -21,65        |
| 2500 Consolidation et extension des activités de la microfinance   | 31 288 126 000           | 0,42          | 30 580 247 117           | 0,41          | -2,26         |
| 2610 Promotion de la croissance du secteur agricole et élevage   | 178 380 504 000          | 2,39          | 116 964 465 938          | 1,56          | -34,43        |
| 2611 Promotion de la croissance du secteur de la Chasse et de la pêche                                     | 1 735 564 000            | 0,02          | 4 315 864 915            | 0,06          | 148,67        |
| 2620 Promotion de la croissance du Secteur des Mines   | 47 621 369 000           | 0,64          | 92 710 365 644           | 1,23          | 94,68         |
| 2630 Promotion de la croissance du Secteur des Hydrocarbures et du gaz naturel                             | 15 469 647 000           | 0,21          | 12 641 961 225           | 0,17          | -18,28        |

| OBJECTIF ET ACTION DU PROGRAMME D'ACTION |  | Budget 2014              |               | Avant-projet Budget 2015 |               |              |
|--|--|--------------------------|---------------|--------------------------|---------------|--------------|
|  |  | Montant                  | Part relative | Montant                  | Part relative | Tx accr.     |
| 2640                                     | Promotion de la croissance du Secteur de Télécommunication et des nouvelles technologies de l'information et de la communication | 95 933 038 000           | 1,29          | 111 773 657 021          | 1,49          | 16,51        |
| 2651                                     | Promotion de la croissance du Secteur de la forêt  | 27 507 226 000           | 0,37          | 9 074 769 926            | 0,12          | -67,01       |
| 2652                                     | Promotion de la croissance du Secteur du Tourisme  | 6 575 238 000            | 0,09          | 7 840 584 952            | 0,10          | 19,24        |
| 2653                                     | Promotion de la croissance du Secteur de l'environnement   | 36 425 692 000           | 0,49          | 25 830 169 611           | 0,34          | -29,09       |
| 2660                                     | Promotion de la croissance du Secteur de l'énergie Electrique  | 224 216 208 000          | 3,01          | 162 351 024 795          | 2,16          | -27,59       |
| <b>3</b>                                 | <b>POUR SUIVRE LA CONSTRUCTION ET LA MODERNISATION DES INFRASTRUCTURES DE BASE</b>   | <b>461 419 617 114</b>   | <b>6,19</b>   | <b>623 805 485 816</b>   | <b>8,31</b>   | <b>35,19</b> |
| 3100                                     | Cadre et priorité d'intervention   | 88 608 010 000           | 1,19          | 229 578 018 144          | 3,06          | 159,09       |
| 3200                                     | Routes   | 137 576 551 914          | 1,85          | 302 584 976 919          | 4,03          | 119,94       |
| 3300                                     | Voiries  | 34 876 885 000           | 0,47          | 6 395 207 359            | 0,09          | -81,66       |
| 3411                                     | Port et Aéroport   | 5 026 807 000            | 0,07          | 3 646 658 525            | 0,05          | -27,46       |
| 3500                                     | Transport ferroviaire  | 27 000 000 000           | 0,36          | 5 800 000 000            | 0,08          | -78,52       |
| 3600                                     | Ports, Voies maritimes et fluviales navigables   | 18 544 642 000           | 0,25          | 57 223 485 900           | 0,76          | 208,57       |
| 3700                                     | Autres infrastructures de soutien à la croissance  | 147 075 150 200          | 1,97          | 15 876 428 786           | 0,21          | -89,21       |
| 3800                                     | Réformes institutionnelles du secteur  | 2 711 571 000            | 0,04          | 2 700 710 184            | 0,04          | -0,40        |
| <b>4</b>                                 | <b>AMELIORER LE CADRE DE VIE ET LES CONDITIONS SOCIALES DE LA POPULATION</b>   | <b>2 553 901 693 880</b> | <b>34,29</b>  | <b>2 507 948 857 567</b> | <b>33,40</b>  | <b>-1,80</b> |
| 4110                                     | Amélioration du cadre de vie : Eau potable   | 56 046 072 880           | 0,75          | 52 471 279 452           | 0,70          | -6,38        |
| 4120                                     | Amélioration du cadre de vie : Electricité en milieu rural   | 29 198 429 000           | 0,39          | 29 198 869 058           | 0,39          | 0,00         |
| 4130                                     | Amélioration du cadre de vie : Assainissement du milieu  | 8 061 611 000            | 0,11          | 8 225 975 498            | 0,11          | 2,04         |
| 4140                                     | Amélioration du cadre de vie : Habitat-Urbanisme-Foncier   | 27 225 212 000           | 0,37          | 101 282 512 315          | 1,35          | 272,02       |
| 4150                                     | Amélioration du cadre de vie : Transport en commun   | 42 163 567 000           | 0,57          | 272 165 758 304          | 3,62          | 545,50       |
| 4160                                     | Amélioration du cadre de vie : Santé   | 804 618 819 396          | 10,80         | 653 303 671 277          | 8,70          | -18,81       |
| 4170                                     | Amélioration du cadre de vie : Education   | 1 053 774 838 716        | 14,15         | 1 076 423 155 967        | 14,34         | 2,15         |
| 4180                                     | Amélioration du cadre de vie : Sports et loisirs   | 21 345 980 000           | 0,29          | 21 227 980 313           | 0,28          | -0,55        |
| 4181                                     | Amélioration du cadre de vie : Cultures  | 10 567 140 000           | 0,14          | 9 709 848 787            | 0,13          | -8,11        |
| 4210                                     | Niveau de revenu et pouvoir d'achat  | 87 668 262 000           | 1,18          | 81 477 967 000           | 1,09          | -7,06        |
| 4220                                     | Protection sociale : Réforme de la sécurité sociale  | 33 752 172 000           | 0,45          | 19 217 288 766           | 0,26          | -43,06       |
| 4221                                     | Protection sociale : Régime des retraites  | 14 570 881 000           | 0,20          | 12 866 868 476           | 0,17          | -11,69       |
| 4230                                     | Réduction des inégalités et de la vulnérabilité  | 30 672 579 000           | 0,41          | 27 290 996 039           | 0,36          | -11,02       |
| 4240                                     | Dynamique communautaire  | 334 236 129 888          | 4,49          | 143 086 686 315          | 1,91          | -57,19       |
| <b>5</b>                                 | <b>RENFORCER LE CAPITAL HUMAIN ET L'EDUCATION A LA CITOYENNETE</b>   | <b>48 033 322 900</b>    | <b>0,64</b>   | <b>43 889 067 394</b>    | <b>0,58</b>   | <b>-8,63</b> |
| 5100                                     | Assurer une adéquation entre la formation et le monde du travail   | 22 084 262 900           | 0,30          | 18 210 443 846           | 0,24          | -17,54       |
| 5200                                     | Initiation à la nouvelle citoyenneté   | 25 949 060 000           | 0,35          | 25 678 623 548           | 0,34          | -1,04        |
| <b>6</b>                                 | <b>RENFORCER LA DIPLOMATIE ET LA COOPERATION AU DEVELOPPEMENT</b>  | <b>62 889 300 000</b>    | <b>0,84</b>   | <b>62 439 867 908</b>    | <b>0,83</b>   | <b>-0,71</b> |
| 6100                                     | Redéfinir une nouvelle Politique étrangère qui réaffirme la place du Congo sur l'échiquier International                         | 40 107 890 000           | 0,54          | 40 064 480 748           | 0,53          | -0,11        |
| 6200                                     | Renforcer la coopération internationale et régionale   | 22 781 410 000           | 0,31          | 22 375 387 160           | 0,30          | -1,78        |
| <b>Total</b>                             |  | <b>7 449 004 345 919</b> | <b>100,00</b> | <b>7 508 646 269 575</b> | <b>100,00</b> | <b>0,80</b>  |

Source : Direction de la Préparation et du Suivi du Budget

Ces parts relatives ont été actualisées au fur et à mesure de l'exécution des objectifs du PAG à travers la programmation des secteurs dans la PBAG et dans les différentes lois de finances.

Les allocations budgétaires par axe du PAG se déclinent de la manière ci-après :

1°. L'objectif de la poursuite et de la finalisation des réformes institutionnelles voit sa part relative passer de **28,31%** en 2014 à **30,55%** en 2015, soit **2.280,6 milliards de FC**. Les politiques y incluses concernent :

- l'amélioration des procédures de prise des décisions publiques par les différentes institutions du pays (élections provinciales, municipales et locales, appui au Mécanisme national de suivi de l'Accord-cadre d'Addis-Abeba, construction et équipement des ministères et institutions de cet axe) ;
- le recensement général et administratif de la population (cartographie, carte d'identité, etc.) ;
- la poursuite et la consolidation du processus de décentralisation (projets liés à l'assistance technique pour le développement humain, à la stabilisation et à la reconstruction de l'Est du pays, à l'atténuation des conflits et réconciliation des autorités locales) ;
- la réforme de l'administration publique, de l'armée, de la police, des services de sécurité et du système judiciaire, la promotion des droits de l'homme et la lutte contre la corruption et l'impunité (rajeunissement, pension, caisse de retraite, construction et réhabilitation des tribunaux de paix, des infrastructures civiles et militaires, des prisons et autres appuis aux secteurs, projets d'appui au développement humain et à la reconstruction de l'Est) ;
- la promotion du genre, amélioration du statut de la femme et de l'enfant (projets de lutte contre les violences, de construction des maisons de la femme).

2°. L'objectif relatif à la consolidation du cadre macroéconomique voit sa part relative varier légèrement de **29,73%** en 2014 à **26,42%** en 2015, soit **1.972,1 milliards de FC**. Parmi les actions, on note :

- la poursuite de la consolidation de la stabilité macroéconomique (modernisation des finances publiques, projets de relance économique à l'Est, fonds de soutien économique, construction des guichets uniques, des bâtiments, divers équipements) ;
- la poursuite des réformes structurelles de l'économie, notamment dans le domaine du portefeuille (les audits liés à la transformation des entreprises publiques en sociétés commerciales) ;

- le développement des industries de transformation et structurantes (appui aux opportunités économiques, renforcement système de traçabilité, CIPOR, projet PROMINES, équipement et renforcement des petites et moyennes entreprises, AZES, CATI, etc.) ;
  - la promotion des politiques favorables à la création d'emplois et de la classe moyenne et la protection du petit commerce (projets de renforcement des capacités institutionnelles et humaines, équipements, édifices, etc.) ;
  - la consolidation et l'extension des activités de la micro-finance (projet de construction du guichet unique intégral, programme d'aide au commerce, réhabilitation et équipement des ministères concernés, réseau de communication, certification des gisements miniers) ;
  - la promotion des secteurs agricole et élevage, chasse et pêche, des mines, des hydrocarbures, des télécommunications, du tourisme et environnement ainsi que de l'énergie (certification des gisements pour garantir l'opportunité de négocier dans le cadre du partenariat public - privé, études diverses, fonds de soutien à l'agriculture, projet sur la sécurité alimentaire, projets de relance agricole dont le parc agro-industriel de Bukanga Lonzo) ;
  - la promotion de la croissance du secteur de l'environnement (gestion des déchets, changement climatique, gestion écosystème des parcs) ;
  - la promotion de la croissance du secteur de l'énergie électrique (réhabilitation des barrages d'Inga, de Katende et de Zongo, électrification, interconnexion des réseaux électriques).
- 3°. L'objectif relatif à la poursuite de la construction et de la modernisation des infrastructures de base passe de **6,19%** en 2014 à **8,35%** en 2015, soit **623,7 milliards de FC** à la suite notamment de l'augmentation du financement extérieur dans le secteur. Les politiques y incluses concernent:
- la construction et la modernisation des routes, des voiries, ports et aéroports, des voies ferroviaires, maritimes et fluviales et des infrastructures de soutien à la croissance (différents projets de désenclavement, réunification routière, dragage, digues, ponts, bacs, projet transport multimodal, météorologie aéronautique, etc.) ;
  - les réformes institutionnelles du secteur et les interventions prioritaires y afférentes (différentes études et réformes dans ce secteur).

4°. L'objectif relatif à l'amélioration du cadre de vie et des conditions sociales de la population voit sa part relative atteindre **33,26%** en 2015 contre **34,29%** en 2014, soit **2.482,9 milliards de FC**, demeurant ainsi l'objectif de premier rang du PAG. Les politiques y incluses comprennent :

- l'amélioration de la desserte en eau et en électricité en milieu rural (construction des usines d'adduction d'eau potable, amélioration hygiène et assainissement, électrification rurale / cas de villages modernes) ;
- l'assainissement du milieu et l'amélioration de l'habitat et du foncier (logements sociaux, égouts, informatisation du cadastre foncier, etc.) ;
- l'amélioration du transport en commun pour assurer la liaison entre les chefs-lieux (sécurité aérienne, acquisition baliseurs, dragages, navigabilité des voies, bus, etc.) ;
- l'amélioration du secteur de la santé (appui aux centrales de distribution des médicaments essentiels, aux différents programmes de santé, à la lutte contre les maladies, accès aux soins de santé primaire, action de soutien aux systèmes sanitaires, construction et réhabilitation, PEV, etc.);
- l'amélioration du secteur de l'éducation (éducation primaire de qualité pour tous, construction, réhabilitation et équipement des écoles et instituts supérieurs, etc.) ;
- la promotion de la culture, des sports et loisirs (construction réhabilitation des stades, élaboration de la politique culturelle nationale, fonds d'appui à la presse, etc.) ;
- l'amélioration des conditions sociales de la population (relèvement du niveau de revenu et du pouvoir d'achat, amélioration de la sécurité sociale, réduction de la vulnérabilité et promotion de la dynamique communautaire, appui aux infrastructures rurales, réhabilitation et entretien des pistes rurales, appui à la modernisation des villages, constructions et réhabilitations diverses, etc.).

5°. L'objectif du renforcement du capital humain et de l'éducation à la citoyenneté voit sa part passer de **0,64%** en 2014 à **0,59%** en 2015, soit **43,9 milliards de FC**. Les politiques y incluses consistent à :

- Assurer une adéquation entre la formation scolaire ou universitaire et le monde du travail (réhabilitation des centres et des instituts de recherche, échanges technologiques, appui à la politique de la science technique et innovation en RDC, etc.);

- Promouvoir la citoyenneté.

6°. L'objectif du renforcement de la diplomatie et de la coopération au développement voit sa part maintenue à son niveau de 2014, soit **0,84%** avec une enveloppe de **62,4 milliards de FC** en 2015.

Les politiques y incluses concernent essentiellement le renforcement de la politique étrangère et de la coopération internationale et régionale pour réaffirmer la place du Congo sur l'échiquier mondial (cas d'assainissement et l'équipement des ambassades, la construction des bâtiments, la contribution aux organismes, etc.).

### **3.5. Politiques publiques particulières en 2015**

Dans le cadre de l'amélioration de la crédibilité du budget, le Gouvernement poursuit la rationalisation budgétaire en vue d'en améliorer la qualité et la présentation. A cet effet, un train de mesures est pris :

- **En matière de fonctionnement**, les orientations du Gouvernement sont axées sur (i) la poursuite de la rationalisation des chapitres budgétaires et des natures économiques de dépenses jugées superfétatoires en vue d'améliorer le contenu du budget, (ii) la rationalisation des dépenses liées aux missions et voyages par leur meilleure programmation, tout en accordant une attention particulière à ceux relatifs à la mobilisation des ressources publiques, à l'encadrement des dépenses et à la redynamisation de la diplomatie ainsi que (iii) la rationalisation des charges communes par l'application stricte des critères d'éligibilité contenus dans l'Arrêté n° 003/CAB/MIN/BUDGET/2007 du 6 avril.
- **En matière des transferts au profit des budgets annexes**, des efforts sont déployés pour les rationaliser en réduisant leur nombre et se conformer aux prescrits de la LOFIP. Les budgets annexes seront présentés en spécifiant les dépenses de fonctionnement, d'investissement et de rémunération, les programmes et objectifs, les recettes propres, le solde excédentaire ou déficitaire ainsi que la subvention attendue (cas de la santé, de l'ESURS, des affaires sociales).

Par ailleurs, dans l'objectif de dégager des espaces budgétaires, des mesures ont été prises pour supprimer les instituts supérieurs et les structures médicales non viables en se fondant sur les actes de leur création, leurs programmes d'action, leurs recettes propres ainsi que sur les excédents éventuels qu'elles peuvent réaliser et verser au compte général du Trésor.

**En matière d'investissements**, la réintroduction des notions d'autorisations d'engagement et des crédits de paiement prévues dans la LOFIP en ses articles 42, 52 et 78 exige que les projets d'investissement soient présentés et autorisés dans une optique de la pluriannualité. Dans cet ordre d'idées, les projets sont présentés en indiquant le coût total, la durée et la programmation indicative. Il en est de même des projets d'investissements financés sur les ressources des provinces pour lesquels une harmonisation entre provinces et pouvoir central (ministères du Plan et du Budget) a été faite afin de donner plus de lisibilité à l'action de la décentralisation.

**En matière des rémunérations**, l'action du Gouvernement s'oriente, au-delà du processus de bancarisation, vers l'application de la notion d'autorisation d'emplois rémunérés et ce, conformément à l'article 22 de la LOFIP qui fixe par ministère, institution ou budget annexe, les plafonds des autorisations d'emplois rémunérés. Cela conduit à une meilleure budgétisation et gestion du personnel en termes de recrutement, d'emplois à pourvoir et de mise à la retraite.

### **3.6. Nouvelles mesures à inscrire dans la loi de finances**

#### **3.6.1. En matière des recettes**

Un certain nombre de mesures nouvelles sous-tendent les prévisions des recettes de l'exercice 2015. Il s'agit des nouvelles mesures fiscales qui, selon les prescrits de l'article 21 de la LOFIP, sont prévues et évaluées par une loi de finances.

Au niveau de la DGRAD et des services d'assiette, il est envisagé un autre mode de taxation des autorisations d'importation des médicaments, soit **2%** de la valeur CIF au lieu de **30 USD** actuellement d'application sur toute autorisation quelle que soit sa valeur.

De même, en 2014, il était prévu que les 50% de pas de porte et royalties dont bénéficient les entreprises du portefeuille du secteur minier, en vertu des contrats et conventions soient portés au bénéfice du Trésor. Cette mesure est reconduite en 2015.

#### **3.6.2. Mesures d'encadrement des dépenses**

Afin de rentabiliser davantage la TVA, il est prévu au budget 2015 l'achat des caisses enregistreuses pour établir un lien étroit entre les opérateurs économiques et le Fisc.

Il est également prévu des mesures de rationalisation des chapitres budgétaires, des natures jugées superfétatoires, des missions et voyages, des charges communes, des budgets annexes et des services ex-BPO.

## CONCLUSION

Le projet de loi de finances de l'exercice 2015 est présenté en équilibre, en recettes et en dépenses, à **8.363,2 milliards de FC**.

Le niveau des dépenses présenté permet de prendre en compte certaines actions prioritaires du Gouvernement, telles qu'elles ressortent des orientations du Chef de l'Etat. Il s'est avéré nécessaire d'intégrer les besoins essentiels exprimés par les treize secteurs prioritaires, à savoir ceux traditionnels et ceux à lois de programmation ou à grandes réformes. Les besoins des provinces sont analysés parallèlement pour une plus grande lisibilité de la politique budgétaire.

L'effort du Gouvernement va donc se concentrer sur la mobilisation des ressources pour rencontrer les besoins des services et atteindre les objectifs fixés dans le cadre de son programme d'action. Cela devra se traduire par l'élargissement de l'assiette fiscale, la rationalisation des exonérations et une meilleure prise en compte des budgets annexes et des comptes spéciaux. Des actions de renforcement du contrôle fiscal et douanier sont indispensables pour endiguer la fraude et l'évasion fiscale.

En matière des rémunérations, le Gouvernement maintient la politique de leur rationalisation pour assurer l'équité et mettre en place une stratégie de mise à la retraite adéquate. La bancarisation devra également se poursuivre pour une meilleure maîtrise des effectifs et des masses salariales, fondamentale pour le montage d'une politique salariale cohérente.

Les actions de rationalisation portent également sur les budgets annexes, les comptes spéciaux ainsi que sur les chapitres et natures jugés superfétatoires et ce, grâce à une meilleure quantification des lignes budgétaires et une application rigoureuse des principes et techniques budgétaires.

Le Gouvernement soumet donc au Parlement le projet de loi de finances (document n°1) accompagné des documents prévus aux articles 78 et 79 de la LOFIP :

- document n°2 : Exposé général ;
- document n°3 : Rapport sur l'exécution du budget au premier semestre 2014 ;
- document n°4 : Annexe explicative d'analyse des prévisions de recettes de l'exercice 2015 ;
- document n°5 : Annexe explicative des prévisions des dépenses de l'exercice 2015 ;

- document n°6 : Développement par titre des crédits de l'exercice 2015 ;
- document n°7 : Programmation budgétaire des actions du Gouvernement (PBAG) révisée de 2015 à 2017 ;
- document n°8 : Développement par centre de gestion et par section de la subvention aux services déconcentrés.

Le Gouvernement soumet également au Parlement le premier projet de loi de consolidation budgétaire de l'exercice 2014, élaboré conformément aux dispositions des articles 223 et 224 de la LOFIP.



TABLEAU N° 1: SYNTHÈSE DES RECETTES DU PROJET DU BUDGET 2015 (En FC)

| N°       | RUBRIQUES                                   | BUDGET 2014       |             |                      |                       |                |                                    |                | PROJET DE LOI DE FINANCES 2015 |             |           |       |
|----------|---|-------------------|-------------|----------------------|-----------------------|----------------|------------------------------------|----------------|--------------------------------|-------------|-----------|-------|
|          |   | PREVISIONS 2014   | Struct. (%) | PREVISIONS LINEAIRES | RÉALISATIONS FIN JUIN | Taux réal. (%) | RÉALISATIONS PROBABLE FIN DECEMBRE | Taux réal. (%) | PREVISIONS 2015                | Struct. (%) | Taux acc. | % PIB |
| I.       | BUDGET GENERAL                              | 7 449 004 345 919 | 90,0        | 3 724 502 172 960    | 2 284 981 247 624     | 61,3           | 5 288 869 167 597                  | 71,0           | 7 465 648 713 234              | 89,3        | 0,2       | 20,6  |
| I.1.     | RECETTES INTERNES (POUVOIR CENTRAL)         | 5 480 395 169 919 | 66,2        | 2 740 197 584 960    | 2 167 764 285 157     | 79,1           | 4 744 970 167 597                  | 86,6           | 5 883 620 208 600              | 70,4        | 7,4       | 16,2  |
| I.1.1.   | RECETTES COURANTES                          | 5 480 395 169 919 | 66,2        | 2 740 197 584 960    | 2 167 764 285 157     | 79,1           | 4 744 970 167 597                  | 86,6           | 5 883 620 208 600              | 70,4        | 7,4       | 16,2  |
| I.1.1.1. | Recettes des Douanes et Accises             | 2 456 599 330 291 | 29,7        | 1 228 299 665 146    | 893 693 676 916       | 72,8           | 1 947 045 047 749                  | 79,3           | 2 466 383 630 125,0            | 29,5        | 0,4       | 6,8   |
| I.1.1.2. | Recettes des Impôts                         | 1 958 643 743 484 | 23,7        | 979 321 871 742      | 813 450 766 193       | 83,1           | 1 894 290 893 093                  | 96,7           | 2 332 400 594 071,0            | 27,9        | 19,1      | 6,4   |
| I.1.1.4. | Recettes non Fiscales                       | 654 717 096 144   | 7,9         | 327 358 548 072      | 254 537 038 472       | 77,8           | 520 668 226 755                    | 79,5           | 686 202 764 226,0              | 8,2         | 4,8       | 1,9   |
| 1°       | DGRAD                                       | 565 977 985 144   | 6,8         | 282 988 992 572      | 254 537 038 472       | 89,9           | 520 668 226 755                    | 92,0           | 686 202 764 226                | 8,2         | 21,2      | 1,9   |
| 2°       | Autres                                      | 88 739 111 000    | 1,1         | 44 369 555 500       | 0                     | 0,0            | 0                                  | 0,0            | 0                              | 0,0         | -100,0    | 0,0   |
| a.       | Bonus sur contrat chinois                   |                   | 0,0         | 0                    |                       |                | 0                                  |                | 0,0                            |             | 0,0       |       |
| b.       | Pas de porte minier                         | 63 000 000 000    | 0,8         | 31 500 000 000       |                       | 0,0            | 0                                  | 0,0            | 0,0                            | -100,0      | 0,0       |       |
| c.       | Vente de participations                     | 0                 | 0,0         | 0                    |                       |                | 0                                  |                | 0                              | 0,0         | 0,0       |       |
| d.       | Excédent de gestion des ETS publics         | 0                 | 0,0         | 0                    |                       |                | 0                                  |                | 0                              | 0,0         | 0,0       |       |
| e.       | Autres recettes (Par DGRAD-DGDA)            | 25 739 111 000    | 0,3         | 12 869 555 500       |                       |                | 0                                  | 0,0            | 0,0                            | -100,0      | 0,0       |       |
| I.1.1.5. | Recettes des Pétroliers Producteurs         | 410 435 000 000   | 5,0         | 205 217 500 000      | 206 082 803 576       | 100,4          | 382 966 000 000                    | 93,3           | 398 633 220 178                | 4,8         | -2,9      | 1,1   |
| 1°       | DGI   | 169 520 668 000   | 2,0         | 84 760 334 000       | 77 894 060 380        | 91,9           | 153 186 400 000                    | 90,4           | 172 031 128 747                | 2,1         | 1,5       | 0,5   |
| 2°       | DGRAD                                       | 240 914 332 000   | 2,9         | 120 457 166 000      | 128 188 743 196       | 106,4          | 229 779 600 000                    | 95,4           | 226 602 091 431                | 2,7         | -5,9      | 0,6   |
| I.1.2.   | RECETTES EXCEPTIONNELLES                    | 0                 | 0,0         | 0                    | 0                     | 0              | 0                                  | 0              | 0                              | 0,0         | 0,0       | 0,0   |
| I.2.     | RECETTES EXTERIEURES                        | 1 968 609 176 000 | 23,8        | 984 304 588 000      | 117 216 962 467       | 11,9           | 543 899 000 000                    | 27,6           | 1 582 028 504 634              | 18,9        | -19,6     | 4,4   |
| I.2.1.   | RECETTES D'APPUI BUDGETAIRES                | 197 373 288 000   | 2,4         | 98 686 644 000       | 0                     | 0,0            | 0                                  | 0,0            | 50 985 200 233                 | 0,6         | -74,2     | 0,1   |
| I.2.1.1. | Emprunt Programme                           | 0                 |             | 0                    |                       |                | 0                                  |                | 0                              |             |           | 0,0   |
| I.2.1.2. | Dons Budgétaires                            | 0                 | 0,0         | 0                    |                       |                | 0                                  |                | 0,0                            |             |           | 0,0   |
| I.2.1.3. | Ressources PPTE                             | 197 373 288 000   | 2,4         | 98 686 644 000       | 0                     | 0,0            | 0                                  | 0,0            | 50 985 200 233                 | 0,6         | -74,2     | 0,1   |
| a.       | Ressources PPTE                             | 40 373 288 000    | 0,5         | 20 186 644 000       |                       | 0,0            | 0                                  | 0,0            | 50 985 200 233                 | 0,6         | 26,3      | 0,1   |
| b.       | Ressources Allégements IADM                 | 157 000 000 000   | 1,9         | 78 500 000 000       |                       | 0,0            | 0                                  | 0,0            | 0,0                            | -100,0      | 0,0       |       |
| I.2.2.   | RECETTES DE FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS | 1 771 235 888 000 | 21,4        | 885 617 944 000      | 117 216 962 467       | 13,2           | 543 899 000 000                    | 30,7           | 1 531 043 304 401              | 18,3        | -13,6     | 4,2   |
| I.2.2.1. | Dons Projets                                | 1 587 193 316 000 | 19,2        | 793 596 658 000      | 117 216 962 467       | 14,8           | 543 899 000 000                    | 34,3           | 1 531 043 304 401              | 18,3        | -3,5      | 4,2   |
| a)       | Dons Projet PARSE et PVE                    | 0                 | 0,0         | 0                    |                       |                | 0                                  |                | 0                              | 0,0         | 0,0       |       |
| b)       | Autres Dons                                 | 1 587 193 316 000 | 19,2        | 793 596 658 000      | 117 216 962 467       | 14,8           | 543 899 000 000,0                  | 34,3           | 1 531 043 304 401              | 18,3        | -3,5      | 4,2   |
| I.2.2.2. | Emprunts Projets                            | 184 042 572 000   | 2,2         | 92 021 286 000       | 0                     | 0,0            | 0                                  | 0,0            | 0                              | 0,0         | -100,0    | 0,0   |
| a)       | Banque Mondiale                             | 0                 | 0,0         | 0                    |                       |                | 0                                  |                | 0,0                            |             |           | 0,0   |
| b)       | BAD   | 27 143 122 000    | 0,3         | 13 571 561 000       |                       |                | 0                                  |                | 0,0                            |             |           | 0,0   |
| c)       | Chine                                       | 156 899 450 000   | 1,9         | 78 449 725 000       |                       |                | 0                                  |                | 0,0                            |             |           | 0,0   |
| c)       | Inde  | 0                 | 0,0         | 0                    |                       |                | 0                                  |                | 0,0                            |             |           | 0,0   |
| II.      | BUDGETS ANNEXES                             | 516 429 915 000   | 6,2         | 258 214 957 500      | 50 339 156 087        | 19,5           | 100 678 312 174                    | 19,5           | 535 021 391 940                | 6,4         | 3,6       | 1,5   |
| III.     | COMPTES SPECIAUX                            | 307 999 348 000   | 3,7         | 153 999 674 000      | 126 898 323 038       | 82,4           | 253 796 646 076                    | 82,4           | 362 546 710 885                | 4,3         | 17,7      | 1,0   |
| III.1.   | FONER                                       | 91 491 128 000    | 1,1         | 45 745 564 000       |                       |                | 0                                  | 0,0            | 105 244 194 965                | 1,3         | 15,0      | 0,3   |
| III.2.   | FONDS DE PROMOTION DE L'EDUCATION           | 2 497 235 000     | 0,0         | 1 248 617 500        |                       |                | 0                                  | 0,0            | 2 587 135 460                  | 0,0         | 3,6       | 0,0   |
| III.3.   | FONDS DE PROMOTION CULTURELLE               | 5 874 389 000     | 0,1         | 2 937 194 500        |                       |                | 0                                  | 0,0            | 6 085 867 004                  | 0,1         | 3,6       | 0,0   |
| III.4.   | FONDS DE PROMOTION DE L'INDUSTRIE           | 120 569 121 000   | 1,5         | 60 284 560 500       |                       |                | 0                                  | 0,0            | 124 909 609 356                | 1,5         | 3,6       | 0,3   |
| III.5.   | FONDS DE CONTREPARTIE                       | 12 057 475 000    | 0,1         | 6 028 737 500        |                       |                | 0                                  | 0,0            | 12 491 544 100                 | 0,1         | 3,6       | 0,0   |
| III.6.   | OPEC  | 510 000 000       | 0,0         | 255 000 000          |                       |                | 0                                  | 0,0            | 528 360 000                    | 0,0         | 3,6       | 0,0   |
| III.7.   | FONDS SPECIAL DE DEVELOPPEMENT              | 0                 | 0,0         | 0                    |                       |                | 0                                  |                | 33 000 000 000                 | 0,4         |           | 0,1   |
| III.8.   | PPP-BOT-TROC                                | 0                 | 0,0         | 0                    |                       |                | 0                                  |                | 0                              | 0,0         |           | 0,0   |
| III.9.   | RVA   | 75 000 000 000    | 0,9         | 37 500 000 000       |                       |                | 0                                  | 0,0            | 77 700 000 000                 | 0,9         | 3,6       | 0,2   |
| IV.      | RECETTES PROPRES DES PROVINCES              | 0                 | 0,0         | 0                    |                       |                | 0                                  |                | 0                              | 0,0         |           | 0,0   |
|          | TOTAL RECETTES / FC                         | 8 273 433 608 919 | 100,0       | 4 136 716 804 460    | 2 462 218 726 749     | 59,5           | 5 643 344 125 847                  | 68,2           | 8 363 216 816 059              | 100,0       | 1,1       | 23,0  |

TABLEAU N° 2: SYNTHÈSE DES DÉPENSES DU PROJET DU BUDGET 2015 (En FC)

| DÉPENSES   | BUDGET 2014              |              |             |             |                          |                          | PROJET DE LOI DE FINANCES 2015 |  |               |                          |              |              |             |             |
|--|--------------------------|--------------|-------------|-------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------------|--|---------------|--------------------------|--------------|--------------|-------------|-------------|
|  | PREVISIONS 2014          | Struct (%)   | % PIB       | % RC        | PRÉVISIONS LINEAIRES     | EXECUTIONS FIN JUN 2014  | Taux Exéc.(%)                  | EXECUTIONS PROBABLES A FIN DECEMBRE 2014 | Taux Exéc.(%) | PREVISIONS 2015          | Struct (%)   | Taux Accr.   | % PIB       | % RC        |
| <b>A. BUDGET GENERAL</b>                                       | <b>7 449 004 345 919</b> | <b>90,0</b>  | <b>34,1</b> |             | <b>3 724 502 172 960</b> | <b>2 228 205 962 467</b> | <b>59,8</b>                    | <b>4 716 604 924 934</b>                 | <b>63,3</b>   | <b>7 465 648 713 234</b> | <b>89,3</b>  | <b>0,2</b>   | <b>20,6</b> |             |
| <i>dont celles sur ressources internes</i>                     | <i>5 677 768 453 919</i> | <i>68,6</i>  | <i>26,0</i> |             | <i>2 838 884 226 960</i> | <i>2 110 989 000 000</i> | <i>74,4</i>                    | <i>4 482 171 000 000</i>                 | <i>78,9</i>   | <i>5 934 605 408 833</i> | <i>71,0</i>  | <i>4,5</i>   | <i>16,3</i> |             |
| <b>I. DETTE PUBLIQUE ET FRAIS FINANCIERS</b>                   | <b>369 067 790 000</b>   | <b>4,5</b>   | <b>1,7</b>  | <b>6,7</b>  | <b>184 533 895 000</b>   | <b>162 471 000 000</b>   | <b>88,0</b>                    | <b>310 047 000 000</b>                   | <b>84,0</b>   | <b>336 301 526 000</b>   | <b>4,0</b>   | <b>-8,9</b>  | <b>0,9</b>  | <b>5,7</b>  |
| <b>1.1. Dette publique</b>                                     | <b>258 382 619 000</b>   | <b>3,1</b>   | <b>1,2</b>  | <b>4,7</b>  | <b>129 191 309 500</b>   | <b>104 851 000 000</b>   | <b>81,2</b>                    | <b>187 445 000 000</b>                   | <b>72,5</b>   | <b>231 806 650 000</b>   | <b>2,8</b>   | <b>-10,3</b> | <b>0,6</b>  | <b>3,9</b>  |
| 1.1.1. Dette Intérieure  | 80 000 000 000           | 1,0          | 0,4         | 1,5         | 40 000 000 000           | 17 597 000 000           | 44,0                           | 41 489 000 000                           | 51,9          | 80 000 000 000           | 1,0          | 0,0          | 0,2         | 1,4         |
| 1.1.2. Dette Extérieure (Principal)                            | 178 382 619 000          | 2,2          | 0,8         | 3,3         | 89 191 309 500           | 87 254 000 000           | 97,8                           | 145 956 000 000                          | 81,8          | 151 806 650 000          | 1,8          | -14,9        | 0,4         | 2,6         |
| <b>1.2. Frais financiers</b>                                   | <b>110 685 171 000</b>   | <b>1,3</b>   | <b>0,5</b>  | <b>2,0</b>  | <b>55 342 585 500</b>    | <b>57 620 000 000</b>    | <b>104,1</b>                   | <b>122 602 000 000</b>                   | <b>110,8</b>  | <b>104 494 876 000</b>   | <b>1,2</b>   | <b>-5,6</b>  | <b>0,3</b>  | <b>1,8</b>  |
| 1.2.1. Intérieurs  | 87 356 926 000           | 1,1          | 0,4         | 1,6         | 43 678 463 000           | 49 103 000 000           | 112,4                          | 103 450 000 000                          | 118,4         | 87 356 926 000           | 1,0          | 0,0          | 0,2         | 1,5         |
| 1.2.2. Extérieurs  | 23 328 245 000           | 0,3          | 0,1         | 0,4         | 11 664 122 500           | 8 517 000 000            | 73,0                           | 19 152 000 000                           | 82,1          | 17 137 950 000           | 0,2          | -26,5        | 0,0         | 0,3         |
| <b>II. DÉPENSES DE PERSONNEL (RÉMUNÉRATIONS)</b>               | <b>1 574 865 360 000</b> | <b>19,0</b>  | <b>7,2</b>  | <b>28,7</b> | <b>787 432 680 000</b>   | <b>744 896 000 000</b>   | <b>94,6</b>                    | <b>1 566 728 000 000</b>                 | <b>99,5</b>   | <b>1 750 851 335 881</b> | <b>20,9</b>  | <b>11,2</b>  | <b>4,8</b>  | <b>29,8</b> |
| <b>2.1. Pouvoir Central</b>                                    | <b>875 600 643 000</b>   | <b>10,6</b>  | <b>4,0</b>  | <b>16,0</b> | <b>437 800 321 500</b>   | <b>744 896 000 000</b>   | <b>170,1</b>                   | <b>1 566 728 000 000</b>                 | <b>178,9</b>  | <b>1 076 007 614 098</b> | <b>12,9</b>  | <b>22,9</b>  | <b>3,0</b>  | <b>18,3</b> |
| <b>2.2. Provinces</b>  | <b>699 264 717 000</b>   | <b>8,5</b>   | <b>3,2</b>  | <b>12,8</b> | <b>349 632 368 500</b>   |                          | <b>0,0</b>                     | <b>0</b>                                 | <b>0,0</b>    | <b>674 843 721 783</b>   | <b>8,1</b>   | <b>-3,5</b>  | <b>1,9</b>  | <b>11,5</b> |
| <b>III. BIENS, MATÉRIELS ET PRESTATIONS (FONCT.)</b>           | <b>1 149 395 655 667</b> | <b>13,9</b>  | <b>5,3</b>  | <b>21,0</b> | <b>574 697 827 834</b>   | <b>361 858 000 000</b>   | <b>63,0</b>                    | <b>725 778 000 000</b>                   | <b>63,1</b>   | <b>1 118 082 956 854</b> | <b>13,4</b>  | <b>-2,7</b>  | <b>3,1</b>  | <b>19,0</b> |
| <b>3.1. Institutions</b>                                       | <b>343 184 229 667</b>   | <b>4,1</b>   | <b>1,6</b>  | <b>6,3</b>  | <b>171 592 114 834</b>   | <b>158 252 000 000</b>   | <b>92,2</b>                    | <b>313 034 000 000</b>                   | <b>91,2</b>   | <b>337 160 773 625</b>   | <b>4,0</b>   | <b>-1,8</b>  | <b>0,9</b>  | <b>5,7</b>  |
| <b>3.2. Ministères</b>   | <b>679 151 482 000</b>   | <b>8,2</b>   | <b>3,1</b>  | <b>12,4</b> | <b>339 575 741 000</b>   | <b>177 969 000 000</b>   | <b>52,4</b>                    | <b>356 161 000 000</b>                   | <b>52,4</b>   | <b>678 922 183 229</b>   | <b>8,1</b>   | <b>0,0</b>   | <b>1,9</b>  | <b>11,5</b> |
| 3.2.1. Fonctionnement des Ministères                           | 645 751 482 000          | 7,8          | 3,0         | 11,8        | 322 875 741 000          | 177 969 000 000          | 55,1                           | 356 161 000 000                          | 55,2          | 662 839 144 000          | 7,9          | 2,6          | 1,8         | 11,3        |
| 3.2.2. Financement des réformes                                | 33 400 000 000           | 0,4          | 0,2         | 0,6         | 16 700 000 000           |                          | 0,0                            | 0  | 0,0           | 16 083 039 229           | 0,2          | -51,8        | 0,0         | 0,3         |
| <b>3.3. Subvention aux Services Déconcentrés</b>               | <b>7 500 002 000</b>     | <b>0,1</b>   | <b>0,0</b>  | <b>0,1</b>  | <b>3 750 001 000</b>     | <b>1 668 000 000</b>     | <b>44,5</b>                    | <b>5 005 000 000</b>                     | <b>66,7</b>   | <b>7 000 000 000</b>     | <b>0,1</b>   | <b>-6,7</b>  | <b>0,0</b>  | <b>0,1</b>  |
| <b>3.4. Charges communes</b>                                   | <b>119 559 942 000</b>   | <b>1,4</b>   | <b>0,5</b>  | <b>2,2</b>  | <b>59 779 971 000</b>    | <b>23 969 000 000</b>    | <b>40,1</b>                    | <b>51 578 000 000</b>                    | <b>43,1</b>   | <b>95 000 000 000</b>    | <b>1,1</b>   | <b>-20,5</b> | <b>0,3</b>  | <b>1,6</b>  |
| <b>IV. TRANSFERTS ET SUBVENTIONS</b>                           | <b>1 230 723 845 272</b> | <b>14,9</b>  | <b>5,6</b>  | <b>22,5</b> | <b>615 361 922 636</b>   | <b>595 145 000 000</b>   | <b>96,7</b>                    | <b>1 176 116 000 000</b>                 | <b>95,6</b>   | <b>1 317 704 597 107</b> | <b>15,8</b>  | <b>7,1</b>   | <b>3,6</b>  | <b>22,4</b> |
| <b>4.1. Rétrocession aux Régies financières</b>                | <b>242 431 873 000</b>   | <b>2,9</b>   | <b>1,1</b>  | <b>4,4</b>  | <b>121 215 936 500</b>   | <b>99 659 000 000</b>    | <b>82,2</b>                    | <b>201 013 000 000</b>                   | <b>82,9</b>   | <b>276 955 414 298</b>   | <b>3,3</b>   | <b>14,2</b>  | <b>0,8</b>  | <b>4,7</b>  |
| <b>4.2. Transfert aux Provinces et ETD (Fonctionnement)</b>    | <b>212 400 000 000</b>   | <b>2,6</b>   | <b>1,0</b>  | <b>3,9</b>  | <b>106 200 000 000</b>   | <b>100 046 000 000</b>   | <b>94,2</b>                    | <b>205 624 000 000</b>                   | <b>96,8</b>   | <b>241 698 100 000</b>   | <b>2,9</b>   | <b>13,8</b>  | <b>0,7</b>  | <b>4,1</b>  |
| <b>4.3. Interventions économiques, soc., cult. et scient.</b>  | <b>108 644 154 155</b>   | <b>1,3</b>   | <b>0,5</b>  | <b>2,0</b>  | <b>54 322 077 078</b>    | <b>62 588 000 000</b>    | <b>115,2</b>                   | <b>84 901 000 000</b>                    | <b>85,7</b>   | <b>84 901 708 959</b>    | <b>1,0</b>   | <b>-21,9</b> | <b>0,2</b>  | <b>1,4</b>  |
| <b>4.4. Organismes Auxiliaires (y compris Services ex BPO)</b> | <b>78 749 998 000</b>    | <b>1,0</b>   | <b>0,4</b>  | <b>1,4</b>  | <b>39 374 999 000</b>    | <b>13 654 000 000</b>    | <b>34,7</b>                    | <b>26 745 000 000</b>                    | <b>34,0</b>   | <b>79 567 907 155</b>    | <b>1,0</b>   | <b>1,0</b>   | <b>0,2</b>  | <b>1,4</b>  |
| 4.4.1. Fonctionnement des Organismes Auxiliaires               | 51 749 998 000           | 0,6          | 0,2         | 0,9         | 25 874 999 000           |                          | 0,0                            |  | 0,0           | 52 567 907 155           | 0,6          | 1,6          | 0,1         | 0,9         |
| 4.4.2. Fonctionnement des Services ex-BPO                      | 27 000 000 000           | 0,3          | 0,1         | 0,5         | 13 500 000 000           |                          | 0,0                            |  | 0,0           | 27 000 000 000           | 0,3          | 0,0          | 0,1         | 0,5         |
| <b>4.5. Pension de retraite</b>                                | <b>0</b>                 | <b>0,0</b>   | <b>0,0</b>  | <b>0,0</b>  | <b>0</b>                 | <b>0</b>                 | <b>0,0</b>                     | <b>0</b>                                 | <b>0,0</b>    | <b>0</b>                 | <b>0,0</b>   | <b>0,0</b>   | <b>0,0</b>  | <b>0,0</b>  |
| <b>4.6. Bourses d'études</b>                                   | <b>2 500 000 000</b>     | <b>0,0</b>   | <b>0,0</b>  | <b>0,0</b>  | <b>1 250 000 000</b>     | <b>0</b>                 | <b>0,0</b>                     | <b>0</b>                                 | <b>0,0</b>    | <b>2 500 000 000</b>     | <b>0,0</b>   | <b>0,0</b>   | <b>0,0</b>  | <b>0,0</b>  |
| <b>4.7. TVA remboursable</b>                                   | <b>585 997 820 117</b>   | <b>7,1</b>   | <b>2,7</b>  | <b>10,7</b> | <b>292 998 910 059</b>   | <b>319 198 000 000</b>   | <b>108,9</b>                   | <b>649 633 000 000</b>                   | <b>110,9</b>  | <b>632 081 466 695</b>   | <b>7,6</b>   | <b>7,9</b>   | <b>1,7</b>  | <b>10,7</b> |
| <b>V. DÉPENSES D'INVESTISSEMENTS</b>                           | <b>2 846 565 798 980</b> | <b>34,4</b>  | <b>13,0</b> | <b>51,9</b> | <b>1 423 282 899 490</b> | <b>340 535 962 467</b>   | <b>23,9</b>                    | <b>890 768 924 934</b>                   | <b>31,3</b>   | <b>2 725 556 798 960</b> | <b>32,6</b>  | <b>-4,3</b>  | <b>7,5</b>  | <b>46,3</b> |
| <b>5.1. Investissements sur ressources propres</b>             | <b>1 113 133 906 980</b> | <b>13,5</b>  | <b>5,1</b>  | <b>20,3</b> | <b>556 566 953 490</b>   | <b>223 319 000 000</b>   | <b>40,1</b>                    | <b>656 335 000 000</b>                   | <b>59,0</b>   | <b>1 232 664 992 991</b> | <b>14,7</b>  | <b>10,7</b>  | <b>3,4</b>  | <b>21,0</b> |
| 5.1.1. Projets Gouvernement central                            | 161 476 524 980          | 2,0          | 0,7         | 2,9         | 80 738 262 490           | 57 222 914 109           | 70,9                           | 111 437 828 218                          | 69,0          | 99 373 483 731           | 1,2          | -38,5        | 0,3         | 1,7         |
| 5.1.2. Contrepartie des projets                                | 68 281 344 000           | 0,8          | 0,3         | 1,2         | 34 140 672 000           | 17 012 085 891           | 49,8                           | 34 024 171 782                           | 49,8          | 60 000 000 000           | 0,7          | -12,1        | 0,2         | 1,0         |
| 5.1.3. Projets des Provinces                                   | 883 376 038 000          | 10,7         | 4,0         | 16,1        | 441 688 019 000          | 149 084 000 000          | 33,8                           | 510 873 000 000                          | 57,8          | 1 073 291 509 260        | 12,8         | 21,5         | 3,0         | 18,2        |
| <b>5.3. Investissements sur ressources extérieures</b>         | <b>1 733 431 892 000</b> | <b>21,0</b>  | <b>7,9</b>  | <b>31,6</b> | <b>866 715 946 000</b>   | <b>117 216 962 467</b>   | <b>13,5</b>                    | <b>234 433 924 934</b>                   | <b>13,5</b>   | <b>1 492 891 805 969</b> | <b>17,9</b>  | <b>-13,9</b> | <b>4,1</b>  | <b>25,4</b> |
| 5.3.1. Autres bailleurs  | 1 733 431 892 000        | 21,0         | 7,9         | 31,6        | 866 715 946 000          | 117 216 962 467          | 13,5                           | 234 433 924 934                          | 13,5          | 1 492 891 805 969        | 17,9         | -13,9        | 4,1         | 25,4        |
| <b>VI. DÉPENSES EXCEPTIONNELLES</b>                            | <b>278 385 896 000</b>   | <b>3,4</b>   | <b>1,3</b>  | <b>5,1</b>  | <b>139 192 948 000</b>   | <b>23 300 000 000</b>    | <b>16,7</b>                    | <b>47 167 000 000</b>                    | <b>16,9</b>   | <b>217 151 498 432</b>   | <b>2,6</b>   | <b>-22,0</b> | <b>0,6</b>  | <b>3,7</b>  |
| <b>6.1. Dépenses except. sur ressources propres</b>            | <b>240 581 896 000</b>   | <b>2,9</b>   | <b>1,1</b>  | <b>4,4</b>  | <b>120 290 948 000</b>   | <b>23 300 000 000</b>    | <b>19,4</b>                    | <b>47 167 000 000</b>                    | <b>19,6</b>   | <b>179 000 000 000</b>   | <b>2,1</b>   | <b>-25,6</b> | <b>0,5</b>  | <b>3,0</b>  |
| 6.1.1. Commission Électorale Nationale Indépendante (CENI)     | 157 500 000 000          | 1,9          | 0,7         | 2,9         | 78 750 000 000           |                          | 0,0                            |  | 0,0           | 162 000 000 000          | 1,9          | 2,9          | 0,4         | 2,8         |
| 6.1.2. Sinistres et calamités (Réserve)                        | 74 934 896 000           | 0,9          | 0,3         | 1,4         | 37 467 448 000           |                          | 0,0                            | 0  | 0,0           | 12 000 000 000           | 0,1          | -84,0        | 0,0         | 0,2         |
| 6.1.3. Sinistres et calamités (Affaires Humanitaires)          | 8 147 000 000            | 0,1          | 0,0         | 0,1         | 4 073 500 000            |                          | 0,0                            | 0  | 0,0           | 5 000 000 000            | 0,1          | -38,6        | 0,0         | 0,1         |
| <b>6.2. Dépenses except. sur ressources extérieures</b>        | <b>37 804 000 000</b>    | <b>0,5</b>   | <b>0,2</b>  | <b>0,7</b>  | <b>18 902 000 000</b>    | <b>0</b>                 | <b>0,0</b>                     | <b>0</b>                                 | <b>0,0</b>    | <b>38 151 498 432</b>    | <b>0,5</b>   | <b>0,9</b>   | <b>0,1</b>  | <b>0,6</b>  |
| 6.2.1. Commission Électorale Nationale Ind. (CENI)             | 37 804 000 000           | 0,5          | 0,2         | 0,7         | 18 902 000 000           |                          | 0,0                            | 0  | 0,0           | 38 151 498 432           | 0,5          | 0,9          | 0,1         | 0,6         |
| <b>B. DÉPENSES DES PROVINCES</b>                               | <b>0</b>                 | <b>0,0</b>   | <b>0,0</b>  | <b>0,0</b>  | <b>0</b>                 | <b>0</b>                 | <b>0,0</b>                     | <b>0</b>                                 | <b>0,0</b>    | <b>0</b>                 | <b>0,0</b>   | <b>0,0</b>   | <b>0,0</b>  | <b>0,0</b>  |
| <b>C. BUDGETS ANNEXES</b>                                      | <b>516 429 915 000</b>   | <b>6,2</b>   | <b>2,4</b>  | <b>9,4</b>  | <b>258 214 957 500</b>   | <b>50 339 156 087</b>    | <b>19,5</b>                    | <b>100 678 312 174</b>                   | <b>19,5</b>   | <b>535 021 391 940</b>   | <b>6,4</b>   | <b>3,6</b>   | <b>1,5</b>  | <b>9,1</b>  |
| <b>D. COMPTES SPECIAUX</b>                                     | <b>307 999 348 000</b>   | <b>3,7</b>   | <b>1,4</b>  | <b>5,6</b>  | <b>153 999 674 000</b>   | <b>126 898 323 038</b>   | <b>82,4</b>                    | <b>277 764 866 437</b>                   | <b>90,2</b>   | <b>362 546 710 885</b>   | <b>4,3</b>   | <b>17,7</b>  | <b>1,0</b>  | <b>6,2</b>  |
| D.1. Fonctionnement (Entretien routier)                        | 30 497 042 500           | 0,4          | 0,1         | 0,6         | 15 248 521 250           |                          | 0,0                            | 0  | 0,0           |                          | 0,0          | -100,0       | 0,0         | 0,0         |
| D.2. Investissements sur ressources spéciales                  | 277 502 305 500          | 3,4          | 1,3         | 5,1         | 138 751 152 750          |                          | 0,0                            | 0  | 0,0           |                          | 0,0          | -100,0       | 0,0         | 0,0         |
| <b>TOTAL DÉPENSES</b>  | <b>8 273 433 608 919</b> | <b>100,0</b> | <b>37,9</b> |             | <b>4 136 716 804 460</b> | <b>2 405 443 441 592</b> | <b>58,1</b>                    | <b>5 095 048 103 545</b>                 | <b>61,6</b>   | <b>8 363 216 816 059</b> | <b>100,0</b> | <b>1,1</b>   | <b>23,0</b> |             |
| <b>SOLDE (RECETTES - DÉPENSES)</b>                             | <b>0</b>                 | <b>0,0</b>   | <b>0,0</b>  |             | <b>0</b>                 | <b>56 775 285 157</b>    | <b>0</b>                       | <b>548 296 022 302</b>                   | <b>0</b>      | <b>0</b>                 | <b>0,0</b>   | <b>0,0</b>   | <b>0,0</b>  | <b>0,0</b>  |

TABLEAU N° 3: MODALITÉS DE CALCUL DE LA RETROCESSION AUX REGIES FINANCIERES ET DE 40% DE TRANSFERT AUX PROVINCES ET ETD

| RUBRIQUES  | BUDGET 2014                 | PROJET DE LOI DE FINANCES 2015 |
|--|-----------------------------|--------------------------------|
| <b>1. Recettes courantes</b>                     | <b>5 391 656 058 919 FC</b> | <b>5 883 620 208 600 FC</b>    |
| - DGDA   | 2 456 599 330 291 FC        | 2 466 383 630 125 FC           |
| - DGI  | 1 958 643 743 484 FC        | 2 332 400 594 071 FC           |
| - DGRAD  | 565 977 985 144 FC          | 686 202 764 226 FC             |
| - Pétroliers                                     | 410 435 000 000 FC          | 398 633 220 178 FC             |
| <b>2. TVA remboursable</b>                       | <b>585 997 820 117 FC</b>   | <b>632 081 466 695 FC</b>      |
| - DGDA   | 354 914 758 993 FC          | 356 902 138 735 FC             |
| - DGI  | 231 083 061 124 FC          | 275 179 327 960 FC             |
| <b>3. Recettes courantes - TVA remboursables</b> | <b>4 805 658 238 802 FC</b> | <b>5 251 538 741 905 FC</b>    |
| - DGDA   | 2 101 684 571 298 FC        | 2 109 481 491 390 FC           |
| - DGI  | 1 727 560 682 360 FC        | 2 057 221 266 111 FC           |
| - DGRAD  | 565 977 985 144 FC          | 686 202 764 226 FC             |
| - Pétroliers                                     | 410 435 000 000 FC          | 398 633 220 178 FC             |
| <b>4. Rétrocession Régies</b>                    | <b>242 431 873 000 FC</b>   | <b>276 955 414 298 FC</b>      |
| - DGDA   | 104 650 424 900 FC          | 105 474 074 570 FC             |
| - DGI  | 84 877 578 200 FC           | 102 861 063 306 FC             |
| - DGRAD  | 52 903 869 900 FC           | 68 620 276 423 FC              |
| <b>5. Recettes Courantes - Réto Régies</b>       | <b>4 563 226 365 802 FC</b> | <b>4 974 583 327 607 FC</b>    |
| - DGDA   | 1 997 034 146 398 FC        | 2 004 007 416 821 FC           |
| - DGI  | 1 642 683 104 160 FC        | 1 954 360 202 805 FC           |
| - DGRAD  | 513 074 115 244 FC          | 617 582 487 803 FC             |
| - Pétroliers                                     | 410 435 000 000 FC          | 398 633 220 178 FC             |
| <b>6. Transfert (40%)</b>                        | <b>1 825 290 546 321 FC</b> | <b>1 989 833 331 043 FC</b>    |
| - DGDA   | 798 813 658 559 FC          | 801 602 966 728 FC             |
| - DGI  | 657 073 241 664 FC          | 781 744 081 122 FC             |
| - DGRAD  | 205 229 646 098 FC          | 247 032 995 121 FC             |
| - Pétroliers                                     | 164 174 000 000 FC          | 159 453 288 071 FC             |
| <b>7. Répartition Transfert Provinces</b>        | <b>1 795 040 755 000 FC</b> | <b>1 989 833 331 043 FC</b>    |
| - Rémunérations                                  | 699 264 717 000 FC          | 674 843 721 783 FC             |
| - Fonctionnement                                 | 212 400 000 000 FC          | 241 698 100 000 FC             |
| - Investissement                                 | 883 376 038 000 FC          | 1 073 291 509 260 FC           |
| <b>6. Solde (Recettes - Dépenses)</b>            | <b>30 249 791 321 FC</b>    | <b>0 FC</b>                    |
| <b>7. Reste à répartir (Pouvoir central)</b>     | <b>2 737 935 819 481 FC</b> | <b>2 984 749 996 564 FC</b>    |



TABLEAU N° 4: ETAT DE L'EQUILIBRE FINANCIER ET BUDGETAIRE DU PROJET DU BUDGET 2015

| N°          | SOURCES DE FINANCEMENT   | BUDGET VOTE 2014         | PROJET DE LOI DE FINANCES 2015 | RUBRIQUES À FINANCER                                 | BUDGET VOTE 2014         | PROJET DE LOI DE FINANCES 2015 |
|-------------|--|--------------------------|--------------------------------|--|--------------------------|--------------------------------|
| <b>A</b>    | <b>POUVOIR CENTRAL</b>   | <b>7 449 004 345 919</b> | <b>7 465 648 713 234</b>       |  | <b>7 449 004 345 919</b> | <b>7 465 648 713 234</b>       |
| <b>1</b>    | <b>Ressources Propres</b>                                      | <b>5 637 395 169 919</b> | <b>5 883 620 208 600</b>       | <b>Dépenses sur Ressources Propres</b>               | <b>5 637 395 165 919</b> | <b>5 883 620 208 600</b>       |
| <b>1.1.</b> | <b>Ressources propres affectées à la consommation et</b>       | <b>3 842 354 414 919</b> | <b>3 893 786 877 557</b>       | <b>Dépenses du Pouvoir central</b>                   | <b>3 842 354 410 919</b> | <b>3 893 786 877 557</b>       |
| 1.1.1.      | Recettes courantes après retenue de 40%                        | 3 685 354 414 919        | 3 893 786 877 557              | <b>Dépenses courantes</b>                            | <b>3 388 163 961 139</b> | <b>3 575 807 473 919</b>       |
| 1.1.2.      | Recettes exceptionnelles                                       | 0                        | 0                              | - Dette Intérieure                                   | 80 000 000 000           | 80 000 000 000                 |
| 1.1.3.      | Dons budgétaires   |                          | 0                              | - Dette et frais financiers extérieurs               | 201 710 864 000          | 168 944 600 000                |
| 1.1.4.      | Ressources Allègements IADM                                    | 157 000 000 000          | 0                              | - Frais Financiers intérieurs                        | 87 356 926 000           | 87 356 926 000                 |
|             |  |                          |                                | - Rémunérations                                      | 865 507 321 000          | 1 064 088 847 366              |
|             |  |                          |                                | - Fonctionnement des Institutions                    | 343 184 229 667          | 337 160 773 625                |
|             |  |                          |                                | - Fonctionnement des Ministères                      | 631 620 831 200          | 644 166 790 592                |
|             |  |                          |                                | - Financement des réformes                           | 33 400 000 000           | 16 083 039 229                 |
|             |  |                          |                                | - Subvention aux Services Déconcentrés               | 7 500 002 000            | 7 000 000 000                  |
|             |  |                          |                                | - Dépenses Communes                                  | 119 559 942 000          | 95 000 000 000                 |
|             |  |                          |                                | - Rétrocession aux Régies Financières                | 242 431 873 000          | 276 955 414 298                |
|             |  |                          |                                | - Interventions Économiques                          | 108 644 154 155          | 84 901 708 959                 |
|             |  |                          |                                | - Fonctionnement des Organismes Auxiliaires          | 51 749 998 000           | 52 567 907 155                 |
|             |  |                          |                                | - Fonctionnement des Services ex-BPO                 | 27 000 000 000           | 27 000 000 000                 |
|             |  |                          |                                | - Pension de retraite                                | 0                        | 0                              |
|             |  |                          |                                | - Bourses d'études                                   | 2 500 000 000            | 2 500 000 000                  |
|             |  |                          |                                | - TVA Remboursable                                   | 585 997 820 117          | 632 081 466 695                |
|             |  |                          |                                | <b>Dépenses d'investissement et exceptionnelles</b>  | <b>454 190 449 780</b>   | <b>317 979 403 638</b>         |
|             |  |                          |                                | - Projets invest. Ress. Propres                      | 145 327 209 780          | 78 979 403 638                 |
|             |  |                          |                                | - Contrepartie des projets                           | 68 281 344 000           | 60 000 000 000                 |
|             |  |                          |                                | - Dépenses Except. sur Ressources Propres            | 240 581 896 000          | 179 000 000 000                |
| <b>1.2.</b> | <b>Retenue de 40%</b>  | <b>1 795 040 755 000</b> | <b>1 989 833 331 043</b>       | <b>Transfert aux Provinces et ETD (40%)</b>          | <b>1 795 040 755 000</b> | <b>1 989 833 331 043</b>       |
|             |  |                          |                                | - Rémunérations                                      | 699 264 717 000          | 674 843 721 783                |
|             |  |                          |                                | - Fonctionnement                                     | 212 400 000 000          | 241 698 100 000                |
|             |  |                          |                                | - Investissement Provinces                           | 883 376 038 000          | 1 073 291 509 260              |
| <b>2</b>    | <b>Ressources Extérieures</b>                                  | <b>1 811 609 176 000</b> | <b>1 582 028 504 634</b>       | <b>Dépenses sur Ressources Extérieures</b>           | <b>1 811 609 180 000</b> | <b>1 582 028 504 634</b>       |
| <b>2.1.</b> | <b>Ressources PPTE</b>   | <b>40 373 288 000</b>    | <b>50 985 200 233</b>          | <b>Dépenses financées sur Ress. PPTE</b>             | <b>40 373 288 000</b>    | <b>50 985 200 233</b>          |
|             |  |                          |                                | - Projets invest. Ress. Propres                      | 16 149 315 200           | 20 394 080 093                 |
|             |  |                          |                                | - Rémunérations                                      | 10 093 322 000           | 11 918 766 732                 |
|             |  |                          |                                | - Fonctionnement                                     | 14 130 650 800           | 18 672 353 408                 |
| <b>2.2.</b> | <b>Recettes extérieures de financement des investissements</b> | <b>1 771 235 888 000</b> | <b>1 531 043 304 401</b>       | <b>Dépenses sur Ress. de financement des invest.</b> | <b>1 771 235 892 000</b> | <b>1 531 043 304 401</b>       |
|             |  |                          |                                | - Rémunérations (PARSE)                              |                          |                                |
|             |  |                          |                                | - Fonctionnement (PARSE)                             |                          |                                |
|             |  |                          |                                | - Investissement (PARSE)                             |                          |                                |
|             |  |                          |                                | - Fonctionnement (PME)                               |                          |                                |
|             |  |                          |                                | - Invest. Ress. Extérieures / Autres bailleurs       | 1 733 431 892 000        | 1 492 891 805 969              |
|             |  |                          |                                | - Dépenses Except. sur Ressources Extérieures        | 37 804 000 000           | 38 151 498 432                 |
| <b>B</b>    | <b>PROVINCES</b>   | <b>0</b>                 | <b>0</b>                       |  | <b>0</b>                 | <b>0</b>                       |
|             | Recettes de Provinces  |                          |                                | Dépenses de Provinces                                | 0                        | 0                              |
| <b>C</b>    | <b>BUDGETS ANNEXES</b>   | <b>516 429 915 000</b>   | <b>535 021 391 940</b>         | <b>BUDGETS ANNEXES</b>                               | <b>516 429 915 000</b>   | <b>535 021 391 940</b>         |
| <b>D</b>    | <b>COMPTES SPECIAUX</b>  | <b>307 999 348 000</b>   | <b>362 546 710 885</b>         | <b>COMPTES SPECIAUX</b>                              | <b>307 999 348 000</b>   | <b>362 546 710 885</b>         |
|             | <b>Total général</b>   | <b>8 273 433 608 919</b> | <b>8 363 216 816 059</b>       |  | <b>8 273 433 608 919</b> | <b>8 363 216 816 059</b>       |
|             | <b>Solde</b>   |                          |                                |  | <b>0</b>                 | <b>0</b>                       |



Tableau n° 5 : Dépenses contraignantes de l'exercice 2015

| N° | DÉPENSES CONTRAIGNANTES                             | Projet de Loi de finances<br>2015 | %RC         |
|----|---|-----------------------------------|-------------|
| 1  | Rémunérations du Pouvoir Central                    | 1 076 007 614 098                 | 18,3        |
| 2  | Rétrocession aux Régies Financières                 | 276 955 414 298                   | 4,7         |
| 3  | Transfert aux Provinces et ETD (40%)                | 1 989 833 331 043                 | 33,8        |
| 4  | Dettes et Frais Financiers extérieurs et intérieurs | 336 301 526 000                   | 5,7         |
| 5  | Organisation des élections                          | 162 000 000 000                   | 2,8         |
| 6  | TVA remboursable                                    | 632 081 466 695                   | 10,7        |
|    | <b>TOTAL</b>  | <b>4 473 179 352 134</b>          | <b>76,0</b> |

**TABLEAU N°6 : SYNTHÈSE DES RECETTES DES DOUANES ET ACCISES DU PROJET DE LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2015**

| N°                | NATURE DES RECETTES                               | LOI DE FINANCES 2012     |                           |             | LOI DE FINANCES 2013     |                           |             | LOI DE FINANCES 2014     |                             |                         |             | PROJET DE LOI DE FIN 2015 |            |
|-------------------|---|--------------------------|---------------------------|-------------|--------------------------|---------------------------|-------------|--------------------------|-----------------------------|-------------------------|-------------|---------------------------|------------|
|                   |   | VOTE                     | REALISATIONS FIN DECEMBRE | TAUX REAL.  | VOTE                     | REALISATIONS FIN DECEMBRE | TAUX REAL.  | VOTE                     | PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS | REALISATIONS A FIN JUIN | TAUX REAL.  | PROJET                    | TAUX ACCR. |
| I.                | Impôts généraux sur les biens et services         | 575 000 000 000          | 597 754 717 263           | 104,0       | 663 906 943 233          | 552 773 453 341           | 83,3        | 1 174 933 503 406        | 587 466 751 703             | 437 583 361 449         | 74,5        | 1 097 326 107 770         | -6,6       |
| II.               | Droits d'accises                                  | 373 000 000 000          | 240 566 902 078           | 64,5        | 468 536 732 230          | 374 680 632 025           | 80,0        | 543 486 234 445          | 271 743 117 223             | 154 455 840 165         | 56,8        | 582 581 459 993           | 7,2        |
| III.              | Droits de douane et autres droits à l'importation | 437 486 899 584          | 463 492 190 674           | 105,9       | 471 761 891 114          | 533 244 943 421           | 113,0       | 721 192 081 388          | 360 596 040 694             | 296 668 940 758         | 82,3        | 765 275 996 751           | 6,1        |
| IV.               | Taxes à l'exportation                             | 14 513 100 416           | 8 182 230 638             | 56,4        | 16 362 511 436           | 7 354 512 135             | 44,9        | 14 674 832 052           | 7 337 416 026               | 4 020 260 760           | 54,8        | 11 353 121 153            | -22,6      |
| V.                | Amendes et Pénalités                              | 100 000 000 000          | 3 429 115 573             | 3,4         | 13 000 000 000           | 1 424 038 054             | 11,0        | 2 312 679 000            | 1 156 339 500               | 965 273 785             | 83,5        | 9 846 944 457             | 325,8      |
| <b>TOTAL DGDA</b> |   | <b>1 500 000 000 000</b> | <b>1 313 425 156 225</b>  | <b>87,6</b> | <b>1 633 568 078 013</b> | <b>1 469 477 578 975</b>  | <b>90,0</b> | <b>2 456 599 330 291</b> | <b>1 228 299 665 145</b>    | <b>893 693 676 916</b>  | <b>72,8</b> | <b>2 466 383 630 125</b>  | <b>0,4</b> |

| JANCES       |
|--------------|
| STRUCT       |
| 44,5         |
| 23,6         |
| 31,0         |
| 0,5          |
| 0,4          |
| <b>100,0</b> |

**TABLEAU N°7 : SYNTHESE DE RECETTES DES IMPOTS DU PROJET DE LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2015**

| N°   | NATURE DES RECETTES   | LOI DE FINANCES 2012     |                              |               | LOI DE FINANCES 2013     |                              |               | LOI DE FINANCES 2014     |                                   |                            |               | PROJET DE LOI DE FINANCES 2015 |               |              |
|------|---|--------------------------|------------------------------|---------------|--------------------------|------------------------------|---------------|--------------------------|-----------------------------------|----------------------------|---------------|--------------------------------|---------------|--------------|
|      |   | VOTE                     | REALISATIONS<br>FIN DECEMBRE | TAUX<br>REAL. | VOTE                     | REALISATIONS<br>FIN DECEMBRE | TAUX<br>REAL. | VOTE                     | PREVISIONS<br>LINEAIRES 6<br>MOIS | REALISATIONS<br>A FIN JUIN | TAUX<br>REAL. | PROJET                         | TAUX<br>ACCR. | STRUCT       |
| I    | Impôts sur les Rémunérations  | 448 276 116 860          | 359 724 301 745              | 80,2          | 538 239 117 339          | 527 654 527 345              | 98,0          | 714 716 275 313          | 357 358 137 656                   | 294 104 931 186            | 82,3          | 782 707 701 921                | 9,5           | 33,6         |
| II.  | Impôts sur les Bénéfices et Profits et sur les Revenus des Capitaux Mobiliers | 265 036 868 263          | 192 319 188 869              | 72,6          | 324 055 743 444          | 299 321 728 571              | 92,4          | 446 301 619 048          | 223 150 809 524                   | 214 868 386 890            | 96,3          | 710 570 442 806                | 59,2          | 30,5         |
| III. | Impôts et Taxes sur les Biens et Services                                     | 684 960 772 897          | 526 132 615 365              | 76,8          | 673 363 273 135          | 408 190 285 781              | 60,6          | 747 667 661 124          | 373 833 830 562                   | 296 204 025 402            | 79,2          | 788 176 652 840                | 5,4           | 33,8         |
| IV.  | Autres Recettes   | 29 568 092 797           | 167 401 840 271              | 566,2         | 53 595 641 423           | 34 514 287 016               | 64,4          | 49 958 188 000           | 24 979 094 000                    | 8 273 422 715              | 33,1          | 50 945 796 504                 | 2,0           | 2,2          |
|      | <b>TOTAL DGI</b>  | <b>1 427 841 850 817</b> | <b>1 245 577 946 250</b>     | <b>87,2</b>   | <b>1 589 253 775 341</b> | <b>1 269 680 828 713</b>     | <b>79,9</b>   | <b>1 958 643 743 484</b> | <b>979 321 871 742</b>            | <b>813 450 766 194</b>     | <b>83,1</b>   | <b>2 332 400 594 071</b>       | <b>19,1</b>   | <b>100,0</b> |

TABLEAU N° 8 : SYNTHÈSE DES RECETTES NON FISCALES DU PROJET DE LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2015

| CODES        | MINISTÈRES ET SERVICES     | LOI DE FINANCES 2012   |                              |               | LOI DE FINANCES 2013   |                              |               | LOI DE FINANCES 2014   |                                   |                           |               | PROJET DE LOI DE FINANCES 2015 |               |              |
|--------------|----------------------------|------------------------|------------------------------|---------------|------------------------|------------------------------|---------------|------------------------|-----------------------------------|---------------------------|---------------|--------------------------------|---------------|--------------|
|              |                            | VOTE                   | REALISATIONS<br>FIN DECEMBRE | TAUX<br>REAL. | VOTE                   | REALISATIONS<br>FIN DECEMBRE | TAUX<br>REAL. | VOTE                   | PREVISIONS<br>LINEAIRES 6<br>MOIS | REALISATION<br>S FIN JUIN | TAUX<br>REAL. | PROJET                         | TAUX<br>ACCR. | STRUCT       |
| I.           | RECETTES ADMINISTRATIVES   | 389 073 270 069        | 206 185 220 192              | 53,0          | 501 629 421 107        | 129 444 375 472              | 25,8          | 251 781 172 401        | 125 890 586 201                   | 97 683 191 324            | 77,6          | 302 396 344 915                | 20,1          | 44,1         |
| II.          | RECETTES JUDICIAIRES       | 26 207 695 725         | 7 134 633 276                | 27,2          | 22 484 038 000         | 5 118 871 184                | 22,8          | 15 648 088 000         | 7 824 044 000                     | 3 928 964 507             | 50,2          | 22 359 080 686                 | 42,9          | 3,3          |
| III.         | RECETTES DOMANIALES        | 318 590 801 105        | 148 727 443 971              | 46,7          | 254 284 941 690        | 150 343 340 172              | 59,1          | 289 693 385 743        | 144 846 692 872                   | 95 657 456 457            | 66,0          | 354 424 976 658                | 22,3          | 51,7         |
| IV.          | RECETTES DE PARTICIPATIONS | 13 957 317 650         | 11 850 218 356               | 84,9          | 11 547 426 612         | 11 732 604 642               | 101,6         | 8 855 339 000          | 4 427 669 500                     | 6 241 212 519             | 141,0         | 7 022 361 967                  | -20,7         | 1,0          |
| V.           | PART DES PROVINCES         | 0                      | 0                            |               | 0                      | 83 591 469 662               |               | 0                      | 0                                 | 51 026 213 666            |               | 0                              |               | 0,0          |
| <b>TOTAL</b> |                            | <b>747 829 084 549</b> | <b>373 897 515 796</b>       | <b>50,0</b>   | <b>789 945 827 409</b> | <b>380 230 661 132</b>       | <b>48,1</b>   | <b>565 977 985 144</b> | <b>282 988 992 572</b>            | <b>254 537 038 472</b>    | <b>89,9</b>   | <b>686 202 764 226</b>         | <b>21,2</b>   | <b>100,0</b> |

TABLEAU N° 8 BIS : RECAPITULATIF DES RECETTES NON FISCALES DU PROJET DE LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2015 PAR SERVICE D'ASSIETTE

| CODES | MINISTRES ET SERVICES                                       | LOI DE FINANCES 2012 |                              |               | LOI DE FINANCES 2013 |                              |               | LOI DE FINANCES 2014 |                                |                          | PROJET DE LOI DE FINANCES 2015 |                 |               |        |
|-------|---|----------------------|------------------------------|---------------|----------------------|------------------------------|---------------|----------------------|--------------------------------|--------------------------|--------------------------------|-----------------|---------------|--------|
|       |   | VOTE                 | REALISATIONS<br>FIN DECEMBRE | TAUX<br>REAL. | VOTE                 | REALISATIONS<br>FIN DECEMBRE | TAUX<br>REAL. | VOTE                 | PREVISIONS<br>LINEAIRES 6 MOIS | REALISATIONS<br>FIN JUIN | TAUX<br>REAL.                  | PROJET          | TAUX<br>ACCR. | STRUCT |
| I.    | RECETTES ADMINISTRATIVES                                    | 389 073 270 069      | 206 185 220 192              | 53,0          | 501 629 421 107      | 129 444 375 472              | 25,8          | 251 781 172 401      | 125 890 586 201                | 97 683 191 324           | 77,6                           | 302 396 344 915 | 20,1          | 44,1   |
| 22    | AFFAIRES ETRANGERES   | 20 390 841 888       | 10 933 378 358               | 53,6          | 23 367 614 728       | 21 063 865 242               | 90,1          | 25 303 329 000       | 12 651 664 500                 | 5 743 405 099            | 45,4                           | 25 865 942 700  | 2,2           | 3,8    |
| 25 a  | INTERIEUR ET SECURITE                                       | 2 548 282 800        | 923 438 245                  | 36,2          | 1 000 000 000        | 213 819 887                  | 21,4          | 711 359 000          | 355 679 500                    | 193 808 160              | 54,5                           | 817 882 321     | 15,0          | 0,1    |
| 25 b  | INTERIEUR / RELATION AVEC LES PARTIS POLITIQUES             | 400 000 000          | 109 301 460                  | 27,3          | 2 670 473 000        | 24 178 950                   | 0,9           | 1 396 800 000        | 698 400 000                    | 32 455 135               | 4,6                            | 1 396 417 500   | 0,0           | 0,2    |
| 29    | ECONOMIE NATIONALE  | 8 175 625 058        | 664 376 767                  | 8,1           | 8 345 744 603        | 331 774 853                  | 4,0           | 8 345 744 000        | 4 172 872 000                  | 160 685 533              | 3,9                            | 9 931 435 360   | 19,0          | 1,4    |
| 30    | FINANCES  | 1 413 102 000        | 475 032 438                  | 33,6          | 2 600 000 000        | 168 702 396                  | 6,5           | 3 952 408 000        | 1 976 204 000                  | 78 184 547               | 4,0                            | 4 140 584 000   | 4,8           | 0,6    |
| 31    | BUDGET  | 151 398 427          | 0                            | 0,0           | 178 305 985          | 8 289 518                    | 4,6           | 0                    | 0                              | 0                        | 0                              | 1 600 000 000   |               |        |
| 32    | PLAN  | 521 239 600          | 30 658 744                   | 5,9           | 950 000 000          | 31 687 453                   | 3,3           | 11 033 000           | 5 516 500                      | 23 736 645               | 430,3                          | 80 660 700      | 631,1         | 0,0    |
| 37    | SANTE   | 29 796 063 991       | 10 121 681 194               | 34,0          | 20 375 803 759       | 2 052 161 536                | 10,1          | 10 200 874 000       | 5 100 437 000                  | 756 648 266              | 14,8                           | 12 456 000 154  | 22,1          | 1,8    |
| 38    | ENSEIGNEMENT PRIMAIRE, SECONDAIRE ET PROFESSIONNELLE (EESP) | 25 449 261           | 225 550                      | 0,9           | 55 000 000           | 0                            | 0,0           | 0                    | 0                              | 0                        | 0                              | 0               |               |        |
| 40    | ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET UNIVERSITAIRE (ESU)               | 2 434 286 706        | 93 728 459                   | 3,9           | 2 723 536 995        | 104 028 253                  | 3,8           | 30 750 000           | 15 375 000                     | 34 534 310               | 224,6                          | 1 069 819 200   | 3 379,1       | 0,2    |
| 41    | RECHERCHE SCIENTIFIQUE                                      | 75 785 358           | 0                            | 0,0           | 77 363 534           | 2 615 889                    | 3,4           | 79 056 000           | 39 528 000                     | 1 772 475                | 4,5                            | 79 077 453      | 0,0           | 0,0    |
| 42    | TRAVAUX PUBLICS ET INFRASTRUCTURES                          | 1 786 638 986        | 103 502 968                  | 5,8           | 1 474 571 279        | 195 814 799                  | 13,3          | 400 069 000          | 215 034 500                    | 82 936 424               | 38,6                           | 260 912 785     | -38,3         | 0,0    |
| 44    | AGRICULTURE, PECHE ET ELEVAGE                               | 14 269 829 143       | 5 303 877 188                | 37,2          | 13 000 000 000       | 620 720 790                  | 4,8           | 5 652 612 000        | 2 826 306 000                  | 449 760 977              | 15,9                           | 7 076 602 916   | 25,2          | 1,0    |
| 46    | INDUSTRIE   | 9 238 982 999        | 2 429 810 715                | 26,3          | 9 700 932 148        | 1 497 961 199                | 15,4          | 9 029 832 000        | 4 514 916 000                  | 1 138 167 997            | 25,2                           | 10 381 761 331  | 15,0          | 1,5    |
| 47    | COMMERCE EXTERIEUR  | 30 293 745 358       | 23 861 763 914               | 78,8          | 31 197 848 162       | 5 845 456 553                | 18,7          | 6 001 837 500        | 3 000 918 750                  | 3 327 679 015            | 110,9                          | 11 565 312 330  | 92,7          | 1,7    |
| 50    | ENERGIE   | 7 019 595 105        | 1 519 988 615                | 21,7          | 7 165 773 224        | 703 385 130                  | 9,8           | 1 226 337 000        | 613 168 500                    | 144 433 686              | 23,6                           | 1 408 941 851   | 15,0          | 0,2    |
| 51    | TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS                                | 19 411 821 963       | 4 188 481 315                | 21,6          | 19 816 059 470       | 2 372 560 577                | 12,0          | 9 540 801 000        | 4 770 400 500                  | 1 464 916 085            | 30,7                           | 17 800 233 380  | 26,7          | 1,8    |
| 52    | AUTORITE DE REGULATION DES PTT                              | 35 078 668 885       | 25 083 701 135               | 71,5          | 33 676 820 480       | 39 830 985 352               | 118,3         | 62 320 052 901       | 31 160 026 451                 | 36 751 174 901           | 117,9                          | 76 506 146 205  | 22,8          | 11,1   |
| 52    | POSTES, TELEPHONES ET TELECOMMUNICATIONS                    | 148 343 546 615      | 101 768 112 667              | 68,6          | 264 481 571 065      | 35 126 994 394               | 13,3          | 60 189 920 000       | 30 094 960 000                 | 37 948 272 800           | 126,1                          | 69 534 706 685  | 15,5          | 10,1   |
| 53    | COMMUNICATION ET MEDIAS                                     | 5 223 777 036        | 61 778 755                   | 1,2           | 5 234 865 444        | 80 149 955                   | 1,7           | 586 979 000          | 293 488 500                    | 96 484 531               | 32,9                           | 1 328 888 540   | 126,4         | 0,2    |
| 57    | TOURISME  | 17 755 075 401       | 3 944 012 144                | 22,2          | 18 642 829 171       | 2 616 062 309                | 14,0          | 9 087 316 000        | 4 543 658 000                  | 1 228 844 805            | 27,0                           | 10 813 906 040  | 19,0          | 1,6    |
| 58    | CULTURE ET ARTS   | 7 378 986 386        | 601 561 402                  | 8,2           | 7 384 079 710        | 252 372 654                  | 3,4           | 2 013 664 000        | 1 006 832 000                  | 45 990 680               | 4,6                            | 2 315 145 955   | 15,0          | 0,3    |
| 60    | JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS                                 | 2 379 043 262        | 458 428 048                  | 19,3          | 2 428 585 161        | 860 468 477                  | 35,4          | 621 248 000          | 310 624 000                    | 625 686 288              | 201,4                          | 2 800 000 000   | 350,7         | 0,4    |
| 62    | EMPLOI ET TRAVAIL   | 14 779 133 420       | 6 006 914 583                | 40,6          | 14 811 866 827       | 7 035 059 306                | 47,5          | 14 569 608 000       | 7 284 804 000                  | 3 659 124 876            | 50,2                           | 16 750 942 093  | 15,0          | 2,4    |
| 63    | PREVOYANCE SOCIALE  |                      |                              |               |                      | 503 728 108                  |               | 9 366 490 000        | 4 678 245 000                  | 0                        | 0,0                            | 9 339 660 000   | -0,2          | 1,4    |
| 64    | AFFAIRES SOCIALES   | 43 976 703           | 2 264 355                    | 5,1           | 100 000 000          | 2 248 237                    | 2,2           | 0                    | 0                              | 1 017 461                |                                | 0               |               |        |
| 86    | DIRECTION GENERALE DES MIGRATIONS (DGM)                     | 10 138 473 713       | 7 499 201 184                | 74,0          | 10 159 776 351       | 7 889 283 656                | 77,7          | 11 123 053 000       | 5 561 526 500                  | 3 693 470 630            | 66,4                           | 12 788 375 411  | 15,0          | 1,9    |
| II.   | RECETTES JUDICIAIRES  | 26 207 695 725       | 7 134 633 276                | 27,2          | 22 484 038 000       | 5 118 871 184                | 22,8          | 15 648 068 000       | 7 824 044 000                  | 3 928 964 507            | 50,2                           | 22 359 080 686  | 42,9          | 3,3    |
| 34    | JUSTICE ET GARDE DES SCAUX                                  | 4 740 783 804        | 513 386 404                  | 10,8          | 3 350 000 000        | 308 270 327                  | 9,2           | 550 808 000          | 275 404 000                    | 182 187 431              | 66,2                           | 1 440 282 300   | 161,5         | 0,2    |
| 85    | POLICE NATIONALE  | 11 949 628 427       | 4 648 746 477                | 38,9          | 11 134 038 000       | 3 571 696 598                | 32,1          | 14 920 871 000       | 7 460 435 500                  | 2 000 448 760            | 26,8                           | 15 715 977 765  | 5,3           | 2,3    |
| 87    | COURS, TRIBUNAUX ET PARQUETS                                | 9 517 283 494        | 1 972 500 396                | 20,7          | 8 000 000 000        | 1 238 904 259                | 15,5          | 1 76 409 000         | 88 204 500                     | 1 746 328 317            | 1 979,9                        | 5 202 820 621   | 2 849,3       | 0,8    |
| III.  | RECETTES DOMANIALES   | 318 590 801 105      | 148 727 443 971              | 46,7          | 254 284 941 690      | 150 343 340 172              | 59,1          | 289 693 385 743      | 144 846 692 872                | 95 657 456 457           | 66,0                           | 354 424 976 658 | 22,3          | 51,7   |
| 43    | URBANSME ET GESTION IMMOBILIERE                             | 6 454 540 047        | 1 158 910 675                | 18,0          | 6 454 540 047        | 2 026 452 412                | 31,4          | 1 642 718 000        | 821 359 000                    | 783 521 016              | 95,4                           | 2 484 500 337   | 51,2          | 0,4    |
| 48    | MINES (Secr. Gén. + CAMJ)                                   | 230 498 817 346      | 123 505 194 872              | 53,6          | 182 610 826 641      | 137 828 160 747              | 75,0          | 210 752 819 743      | 105 376 409 872                | 82 850 691 298           | 78,6                           | 259 661 262 350 | 23,2          | 37,8   |
| 49    | HYDROCARBURE  | 22 144 670 223       | 6 678 400 299                | 30,2          | 4 129 156 932        | 823 915 228                  | 20,0          | 970 157 000          | 485 078 500                    | 4 604 339 831            | 949,2                          | 7 254 307 605   | 647,7         | 1,1    |
| 55    | AFFAIRES FONCIERES  | 11 760 782 210       | 6 247 428 978                | 53,1          | 13 958 352 712       | 4 063 242 951                | 29,1          | 25 621 346 000       | 12 810 673 000                 | 2 813 428 814            | 22,0                           | 30 489 401 740  | 19,0          | 4,4    |
| 56    | ENVIRONNEMENT   | 47 370 991 278       | 11 137 509 147               | 23,3          | 47 131 965 358       | 5 601 568 833                | 11,9          | 50 706 345 000       | 25 353 172 500                 | 4 605 475 497            | 18,2                           | 54 535 504 626  | 7,6           | 7,9    |
| IV.   | RECETTES DE PARTICIPATIONS                                  | 13 957 317 650       | 11 850 218 356               | 84,9          | 11 547 426 612       | 11 732 604 642               | 101,6         | 8 855 339 000        | 4 427 669 500                  | 6 241 212 519            | 141,0                          | 7 022 361 967   | -20,7         | 1,0    |
| 74    | PORTEFUILLE (Secrétariat Général)                           | 13 957 317 650       | 11 850 218 356               | 84,9          | 11 547 426 612       | 11 732 604 642               | 101,6         | 8 855 339 000        | 4 427 669 500                  | 6 241 212 519            | 141,0                          | 7 022 361 967   | -20,7         | 1,0    |
| V.    | PART DES PROVINCES  |                      | 0                            |               |                      | 83 591 469 662               |               | 0                    | 0                              | 51 026 213 666           |                                | 0               |               |        |
|       | TOTAL   | 747 829 084 549      | 373 897 515 796              | 50,0          | 789 945 827 409      | 380 230 661 132              | 48,1          | 565 977 985 144      | 282 988 992 572                | 254 537 038 472          | 89,9                           | 686 202 764 226 | 21,2          | 100,0  |

TABLEAU N° 10 : RECAPITULATIF DE RECETTES EXTERIEURES DU PROJET DE LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2015

| N°     | NATURE DE RECETTES  | LOI DE FINANCES 2012     |                              |               | LOI DE FINANCES 2013     |                                  |               | LOI DE FINANCES 2014     |                                |                           |               | PROJET DE LOI DE FINANCES 2015 |               |              |
|--------|---|--------------------------|------------------------------|---------------|--------------------------|----------------------------------|---------------|--------------------------|--------------------------------|---------------------------|---------------|--------------------------------|---------------|--------------|
|        |   | VOTE                     | REALISATIONS<br>FIN DECEMBRE | TAUX<br>REAL. | VOTE                     | REALISATION<br>S FIN<br>DECEMBRE | TAUX<br>REAL. | VOTE                     | PREVISIONS<br>LINEAIRES 6 MOIS | REALISATION A<br>FIN JUIN | TAUX<br>REAL. | PROJET                         | TAUX<br>ACCR. | STRUC<br>T   |
| I.     | RECETTES EXTERIEURES  | 2 348 878 903 004        | 694 293 134 729              | 29,6          | 1 833 303 066 333        | 335 744 501 295                  | 18,3          | 1 968 609 176 000        | 984 304 588 000                | 117 216 962 467           | 11,9          | 1 582 028 504 634              | 80,4          | 100,0        |
| 1.1.   | RECETTES EXTERIEURES<br>D'APPUI BUDGETAIRES                   | 323 871 716 153          | 0                            | 0,0           | 378 158 716 153          | 7 825 388 945                    | 2,1           | 197 373 287 000          | 98 686 643 500                 | 0                         | 0,0           | 50 985 200 233                 | 25,8          | 3,2          |
| 16 131 | Emprunt programme   | 0                        | 0                            |               | 0                        | 0                                |               | 0                        | 0                              | 0                         |               | 0                              |               |              |
| 73     | Dons budgétaires  | 30 421 000 000           | 0                            |               | 84 708 000 000           | 7 825 388 945                    | 9,2           | 0                        | 0                              | 0                         |               | 0                              |               |              |
|        | <i>Banque Mondiale</i>  | 0                        | 0                            |               | 0                        | 0                                |               | 0                        | 0                              | 0                         |               | 0                              |               |              |
|        | <i>Banque Africaine de Développement</i>                      | 30 421 000 000           | 0                            | 0,0           | 84 708 000 000           | 7 825 388 945                    |               | 0                        | 0                              | 0                         |               | 0                              |               |              |
|        | <i>Union Européenne</i>                                       | 0                        | 0                            |               | 0                        | 0                                |               | 0                        | 0                              | 0                         |               | 0                              |               |              |
|        | <i>Belgique</i>   | 0                        | 0                            |               | 0                        | 0                                |               | 0                        | 0                              | 0                         |               | 0                              |               |              |
|        | <i>Allegement FMI (BCC)</i>                                   | 0                        | 0                            |               | 0                        | 0                                |               | 0                        | 0                              | 0                         |               | 0                              |               |              |
| 734    | Ressources PPTE   | 293 450 716 153          | 0                            | 0,0           | 293 450 716 153          | 0                                | 0,0           | 197 373 287 000          | 98 686 643 500                 | 0                         | 0,0           | 50 985 200 233                 | 25,8          | 3,2          |
|        | <i>Ressource PPTE</i>   | 193 450 716 153          | 0                            | 0,0           | 193 450 716 153          | 0                                | 0,0           | 40 373 287 000           | 20 186 643 500                 | 0                         | 0,0           | 50 985 200 233                 | 126,3         | 3,2          |
|        | <i>Ressources Allègement IADM</i>                             | 100 000 000 000          | 0                            | 0,0           | 100 000 000 000          | 0                                | 0,0           | 157 000 000 000          | 78 500 000 000                 | 0                         | 0,0           | 0                              | 0,0           | 0,0          |
| 1.2.   | RECETTES EXTERIEURES DE<br>FINANCEMENT DES<br>INVESTISSEMENTS | 2 025 007 186 851        | 694 293 134 729              | 34,3          | 1 455 144 350 180        | 327 919 112 350                  | 22,5          | 1 771 235 889 000        | 885 617 944 500                | 117 216 962 467           | 13,2          | 1 531 043 304 401              | 86,4          | 96,8         |
| 11     | Dons projets  | 1 621 939 076 365        | 536 194 458 521              | 33,1          | 866 994 805 252          | 327 919 112 350                  | 37,8          | 1 587 193 316 000        | 793 596 658 000                | 117 216 962 467           | 14,8          | 1 521 972 889 841              | 95,9          | 96,2         |
| 1 612  | Emprunts projets  | 403 068 110 486          | 158 098 676 208              | 39,2          | 588 149 544 928          | 0                                | 0,0           | 184 042 573 000          | 92 021 286 500                 | 0                         | 0,0           | 9 070 414 560                  | 4,9           | 0,6          |
|        | <b>TOTAL RECETTES EXTERIEURES</b>                             | <b>2 348 878 903 004</b> | <b>694 293 134 729</b>       | <b>29,6</b>   | <b>1 833 303 066 333</b> | <b>335 744 501 295</b>           | <b>18,3</b>   | <b>1 968 609 176 000</b> | <b>984 304 588 000</b>         | <b>117 216 962 467</b>    | <b>11,9</b>   | <b>1 582 028 504 634</b>       | <b>80,4</b>   | <b>100,0</b> |